

CSI RAPPORT

CSI, Confédération syndicale internationale
Septembre 2009



Emploi – le chemin de la reprise

Le rôle central de l'emploi dans
la réponse à la crise

Créée le 1^{er} novembre 2006, la CSI représente 170 millions de travailleurs, dont 40% de femmes, au sein de 312 organisations affiliées nationales dans 157 pays.

La CSI est une Confédération de centrales syndicales nationales, dont chacune rassemble les syndicats d'un pays donné. L'affiliation est ouverte aux organisations syndicales qui sont indépendantes de toute influence extérieure et qui sont dotées d'une structure démocratique.

La première mission de la CSI consiste à promouvoir et à défendre les droits et les intérêts des travailleurs/euses au travers de la coopération internationale entre les syndicats, de campagnes mondiales et d'actions militantes au sein des principales institutions internationales. Le document de programme adopté lors du Congrès de fondation de la CSI expose le cadre stratégique général de la Confédération, établi sur base des politiques poursuivies par la CISL et la CMT.

Ses principaux domaines d'action sont: les droits syndicaux et les droits humains, l'économie, la société et le lieu de travail, l'égalité et la non-discrimination, la solidarité internationale.

La CSI adhère aux principes de la démocratie et de l'indépendance syndicales tels que précisés dans ses statuts.

—
CSI

5 Boulevard du Roi Albert II, Bte1

1210 Bruxelles

Belgique

Téléphone: +322 224 02 11

Fax: +322 201 58 15

E-mail: <mailto:info@ituc-csi.org>

www.ituc-csi.org

Photo de première page:

La crise a pratiquement tout paralysé en Ukraine au début de 2009. La plupart des travailleurs ont été renvoyés chez eux les mains vides, cependant que celles et ceux qui ont pu être maintenus, comme les maçons employés à la cimenterie Doncement, en Ukraine orientale, ont été contraints d'accepter des réductions salariales de pas moins de 50 pour cent.

© Photo : Anders Lindh, pour Byggnads (Syndicat des travailleurs de la construction et du bâtiment de Suède).

Emploi – le chemin de la reprise

Le rôle central de
l'emploi dans la réponse
à la crise

Emploi – le chemin de la reprise

Le rôle central de l'emploi dans la réponse à la crise

Table des matières

Avant-propos	7
I. Note de synthèse	9
II. L'impact de la crise	11
Qu'est-ce qui a dérapé?	11
Quelles sont les répercussions sociales de la crise?	15
Les gouvernements tiennent-ils leurs promesses?	23
III. Les syndicats et la crise mondiale	26
Le long "chemin de la reprise" dans les Amériques	27
En Asie/Pacifique, les travailleurs s'emploient à protéger leurs postes et à reconstruire l'économie	30
L'Afrique n'échappe pas à la récession économique mondiale	32
Les compressions, les licenciements et un agenda social incohérent affectent tout le monde en Europe	35
IV. Le chemin de la relance: Une stratégie syndicale pour répondre à la crise	41
1. Vers une relance coordonnée et une croissance plus soutenable de l'emploi et des revenus	42
2. De nouvelles réglementations pour les marchés financiers mondiaux	47
3. Stopper la déflation salariale et combattre la crise de la justice distributive	51
4. Jeter les bases d'un accord international pour atténuer le changement climatique	52
5. Une gouvernance économique mondiale efficace et responsable	54
Notes	61
Bibliographie choisie	63

Avant-propos

La crise économique mondiale menace des millions d'emplois et l'avenir des populations de par le monde. Le taux de chômage dans le monde est en croissance constante et continuera de grimper même lorsque la croissance économique aura été restaurée. Les salaires sont soumis à des pressions baissières, entraînant à la fois une diminution du pouvoir d'achat et le risque d'une spirale déflationniste, qui se traduirait par un déclin du niveau de vie, de l'activité économique et des échanges commerciaux. Il ne faut, cependant, pas oublier que nombre de pays affrontaient une situation dramatique déjà avant la crise: pauvreté, disparités croissantes et insécurité au plan de l'alimentation et de l'approvisionnement énergétique.

Un monde différent et meilleur peut-il émerger de cette crise? Cependant que le public réclame un changement fondamental en réponse à la crise qui frappe l'économie de plein fouet et va s'aggravant, la tendance vers un "retour aux vieilles habitudes" se renforce; Wall Street renoue avec les vieilles habitudes en s'accordant des primes mirifiques, et ce après avoir été renfloué aux frais des contribuables. Certaines parties du système de transaction financière continuent de fonctionner dans l'industrie de l'ombre, empruntant au taux le plus bas auprès des contribuables pour ensuite prêter au taux le plus fort et encaisser la différence. De toute évidence, l'accumulation de profits plantureux reste dans le domaine du possible, du moins pour les plus fortunés.

Pendant ce temps, les travailleuses et travailleurs affrontent non seulement des pertes d'emplois massives mais aussi un affaiblissement de leur protection sociale, des menaces à leurs droits au travail et la perspective de longues années d'austérité.

Ce rapport examine l'impact de la crise sur le monde du travail et la croissance économique; il passe en revue les efforts entrepris par le mouvement syndical en réponse à la crise et présente une stratégie syndicale exhaustive pour en venir à bout. Une action internationale des gouvernements est indispensable pour mettre un terme à cette crise profonde à travers la promotion du travail décent. Pour mettre un terme à la crise, des alternatives doivent être trouvées au système polarisé, de libre marché, à l'origine de la crise. Autrement dit, une relance effective, basée sur la création d'emplois décents, une réglementation adéquate et des dépenses publiques accrues; une relance qui favorise l'économie réelle et les personnes qui y travaillent.

L'avenir réserve d'innombrables épreuves aux travailleurs et aux syndicats qui les représentent. Ceux-ci sont d'ores et déjà activement engagés dans le suivi du Pacte mondial pour l'emploi adopté par la Conférence de l'OIT en juin, qui vise à fournir une réponse à la crise fondée sur la promotion du travail décent. Les dirigeants syndicaux soumettent leurs idées et leurs demandes au FMI, à la Banque mondiale et au G20 pour faire en sorte que les enjeux du travail fassent partie intégrante d'un nouvel ordre mondial soutenable et socialement

équitable. La Journée mondiale pour le travail décent, le 7 octobre, servira de point de ralliement pour la réponse syndicale internationale à la crise.

La CSI doit agir en acteur fort, franc et visible pour mettre un terme à la crise, poursuivre son action une fois que ses objectifs auront été atteints et promouvoir les principes contribuant à un monde plus équitable et plus soutenable. Ce rapport est à inscrire dans le cadre des efforts que nous menons pour nous acquitter de cette responsabilité.

Guy Ryder, secrétaire général de la CSI

A handwritten signature in black ink, reading "Guy Ryder". The signature is written in a cursive, flowing style with a large 'G' and 'Y'.

I. Note de synthèse:

Les solutions à la crise

Pour sortir de l'actuelle crise économique mondiale, la pire depuis la Grande dépression, le monde doit établir un nouveau modèle de développement économique, qui soit, à la fois, économiquement rentable, socialement équitable et soutenable du point de vue de l'environnement. Un modèle économique qui rétablisse la balance entre l'économie financière et l'économie réelle; les droits des travailleurs et le capital; les pays affichant un excédent commercial et ceux accusant un déficit commercial et entre les pays du Nord et du Sud. Avant tout, il conviendra de se défaire des politiques qui ont engendré des inégalités colossales au cours des deux dernières décennies.

● **La priorité devra être accordée à une relance coordonnée et à une croissance plus soutenable** de l'emploi et des revenus au cours des mois et des années à venir, pour garantir un impact optimal en termes de politiques actives du marché du travail, de création d'emploi, de protection sociale et de dépenses et services sociaux. Il est crucial que les pays à faibles revenus ne soient pas dépassés dans la lutte pour la relance et que les ressources et l'espace politique nécessaires leur soient fournis pour leur permettre de mettre en œuvre des politiques anticycliques pour échapper à la crise.

● **De nouvelles normes pour la réglementation des marchés financiers** sont requises pour aider à restaurer la confiance dans les banques et dans l'économie réelle et garantir un contrôle et une surveillance publics de l'ensemble des institutions, des produits et des transactions financiers. Ces dispositions devront aller au-delà du système financier, pour inclure des domaines tels que la régulation des pensions, la protection des consommateurs (ménages) et la finance sociale et abolir l'"économie financière de l'ombre", les paradis fiscaux et autres régimes non régulés dont cette économie s'alimente.

● **Stopper la déflation des salaires et l'inégalité** est indispensable pour empêcher les conditions du marché du travail de se détériorer de plus belle. En ces temps de crise, il est exclu de poursuivre des politiques qui affaiblissent les droits des travailleurs et exacerbent la précarité du travail. A la place, un seuil minimum de décence doit être établi dans les marchés du travail à travers le dialogue social, et ce afin de prévenir une spirale descendante des revenus et mettre un frein à l'accroissement des inégalités.

● **Un Green New Deal ou Nouvelle donne verte contribuera à impulser la relance de l'économie et de l'emploi** moyennant des investissements à grande échelle et à forte intensité de main-d'œuvre dans l'infrastructure verte, y compris l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et le transport; il favorisera également un consensus international en faveur de l'atténuation des changements climatiques à travers un développement à

faible taux de carbone dans les pays en développement et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de par le monde moyennant l'adoption d'un "agenda pour une économie respectueuse de l'environnement."

● **Une gouvernance économique efficace et responsable**, qui place l'emploi et les revenus au cœur des efforts de relance économique, est requise. Il appartient à nous de placer l'agenda du travail décent de l'OIT au centre des institutions économiques et sociales internationales – FMI, Banque mondiale, OMC et OECD – et d'une charte mondiale pour une activité économique soutenable, fondée sur les principes sous-tendant les politiques du travail, sociales, environnementales et de développement. Aux échelons national et international, le mouvement syndical est prêt à s'engager de plain-pied dans ce nouveau modèle, pour s'attaquer à la crise et bâtir une nouvelle économie mondiale pour les générations futures.

Les syndicats déplorent depuis longtemps le déséquilibre entre les priorités toutes relatives données aux institutions économiques et sociales d'une part et la domination toujours plus forte des marchés financiers déréglementés et incontrôlables. A présent, il est trop tard pour réitérer nos avertissements. A la place, nous devons nous atteler à sortir l'économie réelle d'une des périodes les plus rudes de son histoire.

II. L'impact de la crise

Ce qui a commencé comme une crise du crédit et des prêts hypothécaires aux États-Unis au milieu de l'année 2007 et qui s'est rapidement étendu à travers un système financier non régulé s'est désormais transformé en une crise économique mondiale décrite comme la pire depuis la Grande dépression, avec des effets sans précédent sur le marché du travail et la croissance économique. Cependant que le ralentissement économique se poursuit, les victimes innocentes de la crise, à savoir les travailleuses, les travailleurs et leur famille, perdent leur emploi et leur source de revenu.

Dans ce chapitre du rapport nous examinerons pourquoi les politiques de libre marché ont manqué d'engendrer un système financier mondial qui soutienne l'économie réelle et le travail décent. Face à la récession, au chômage croissant et à l'effondrement des échanges internationaux, les dirigeants mondiaux doivent se rendre à l'évidence que bien au-delà d'une crise "financière", c'est à une crise de l'emploi, de l'inégalité et de la gouvernance mondiale qu'ils ont à faire.

Pour que le monde du travail puisse se remettre de cette crise, un lien effectif doit être établi entre les politiques macroéconomiques et les programmes de relance, d'une part, et les politiques de l'emploi et sociales, d'autre part. Les études sur les précédentes crises financières et économiques montrent que malgré une relance économique relativement plus rapide, il a généralement fallu attendre entre 3 et 5 ans avant de voir le marché du travail se redresser. En l'occurrence, même si le Fonds monétaire international (FMI) augurait, dans sa publication Perspectives de l'économie mondiale, de juillet 2009¹, que l'économie mondiale était sur la voie de la reprise, les travailleurs devront se préparer à affronter des épreuves considérables, une diminution de leurs salaires et de leurs droits de retraite et une informalisation croissante. D'autre part, la croissance du chômage constitue, elle-même, un obstacle majeur pour la reprise.

Les syndicats déplorent depuis longtemps le déséquilibre entre les priorités toutes relatives données aux institutions économiques et sociales d'une part et la domination toujours plus forte des marchés financiers déréglementés et incontrôlables. Un déséquilibre qui se produit au détriment des besoins de financement de l'économie réelle, et de sa capacité à offrir à chacun un travail décent. A présent, il est trop tard pour réitérer nos avertissements. A la place, nous devons nous atteler à sortir l'économie réelle d'une des périodes les plus rudes de son histoire.

Qu'est-ce qui a dérapé?

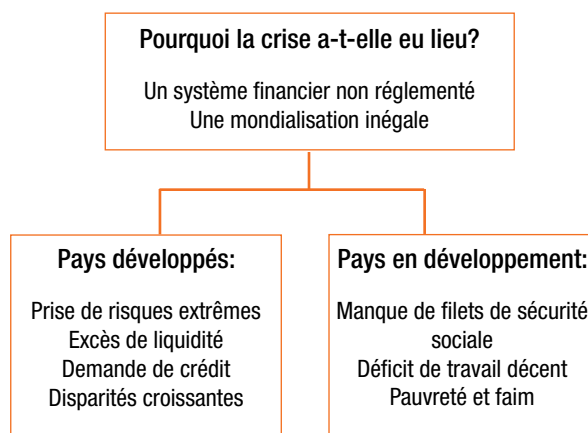
La question que le monde entier se pose aujourd'hui est: quelle est la cause de l'effondrement des marchés financiers et comment celui-ci a-t-il pu conduire à l'épreuve épique qu'affrontent désormais les dirigeants mondiaux et le monde du travail? N'y a-t-il pas eu de signes avant-coureurs? Et si oui, pourquoi ont-ils été ignorés?

Les causes essentielles de la crise ne se trouvent pas uniquement dans

Il est estimé que les marchés des actions ont perdu approximativement 32 trillions de dollars de leur valeur par rapport à leur niveau de pointe, équivalent au PIB conjugué de l'ensemble des pays du G7 en 2008.

l'idéologie du libre marché, la prise de risques et l'excès de liquidités et de titres financiers mais aussi dans les déséquilibres économiques et sociaux croissants, des dépenses sociales inadéquates, une protection insuffisante ou inexistante et l'érosion des droits des travailleurs au cours des deux dernières décennies. Pourtant, cela n'explique pas comment la déréglementation financière aux États-Unis a pu dégénérer en une crise économique globale en l'espace de 18 mois. La crise a démarré dans les marchés financiers – crises du crédit, de la dette, des dérivés de crédit et de l'immobilier – conduisant progressivement à une crise économique générale et, subséquemment, à une crise de l'emploi. Celle-ci a, à son tour, fait place à une crise sociale dans bon nombre de pays, et dans certains cas à une crise politique.

Pour débrouiller le processus et tenter de faire la lumière sur le pourquoi de cette intensification effrénée de la récession dans les régions du Nord comme du Sud, ce rapport fait un tour d'horizon de la crise, une crise qui est la conséquence d'une mondialisation à géométrie variable. D'autre part, les répercussions sociales de la crise se révèlent disproportionnées et l'incidence de la crise sur l'emploi, les envois d'argent, l'informalité et les dépenses sociales affecte les citoyens aux quatre coins du monde.



La quête d'une idéologie de libre marché

Face à l'émergence de la crise dans toute sa complexité multifforme, on peut difficilement mettre le doigt sur un domaine spécifique où les choses auraient pu être faites autrement. Or la crise actuelle est le résultat de 30 années d'une idéologie néo-libérale vouée, depuis 30 ans, aux forces du libre marché, où les interventions des gouvernements étaient considérées avec extrême méfiance. Le système bancaire du monde occidental s'est effondré pratiquement du jour au lendemain, alors que l'échec des politiques anti-taxe et anti-réglementation est devenu éminemment clair. Cependant qu'on cherchait à engendrer la confiance dans la supériorité des marchés libres et non réglementés, de nouvelles règles et réglementations furent introduites au lendemain de la Grande dépression pour éviter un nouvel effondrement de l'économie mondiale. Les années 1970 ont peu à peu vu renaître la foi en un marché performant qui s'autorégulerait

Le volume annuel des prêts hypothécaires sub-prime et autres est passé de 160 milliards de dollars US en 2001 à plus de 600 milliards de dollars en 2006.

Les institutions financières estiment les pertes entre 1 et 2 trillions de dollars US.

en cas d'éventuelles perturbations comme, notamment, les bulles des prix des actifs. Le "Consensus de Washington" sur la libéralisation des échanges, la privatisation et la déréglementation, dont nous avons été les témoins au cours des dernières décennies a, cependant, manqué d'apporter la prospérité à tous. Au lieu de cela, il a fait table rase des droits et des protections des travailleurs sur le marché du travail, réduit les dépenses publiques en matière d'éducation, de formation et de santé et accordé des réductions fiscales aux plus riches.

Plusieurs analystes, commentateurs et politiciens, dont Joseph E. Stiglitz et le Premier ministre australien Kevin Rudd, notamment, ont attiré l'attention sur une décision critique qui peut être considérée comme l'une des causes profondes de la crise, à savoir l'abrogation du Glass-Seagall Act en 1999². Cette loi avait été promulguée en 1933 par le président Roosevelt, au lendemain de la Grande dépression, pour empêcher les banques de commerce de prendre part à la spéculation à haut risque et faire en sorte qu'elles se concentrent exclusivement sur les opérations bancaires "traditionnelles" telles que le traitement des dépôts et l'octroi de prêts. Toujours est-il qu'une offensive de lobbying à hauteur de 300 millions de dollars US menée par l'industrie des services bancaires et financiers a fini par avoir raison de la séparation de longue date entre banques de commerce et banques d'investissement. Ceci a ouvert la porte à de nouvelles possibilités de spéculation, à une échelle inédite.

La libéralisation financière et les faibles taux d'intérêt aux États-Unis ont porté à l'avant-scène les grands joueurs du capitalisme de casino, les institutions financières non réglementées comme les fonds de capitaux privés (hedge funds et private equity) et les courtiers en hypothèques, mus par une soif incontrôlée du profit, qui leur a fait prendre des risques injustifiables, dans une économie financière de l'ombre. Et parallèlement à une nouvelle catégorie d'emprunteurs dotés d'antécédents de crédit précaires, le marché lourdement endetté de l'immobilier et des crédits a soumis le système bancaire à une pression supplémentaire extrême. Au niveau international, la crise hypothécaire des "sub-primes" a entraîné l'effondrement des marchés des dérivés de crédit, qui s'étaient développés au cours de la dernière décennie en l'absence d'un contrôle réglementaire des pouvoirs publics.

Dans leur Déclaration conjointe au Sommet du G8, à Heiligendamn, en juin 2007, la CSI et la Commission syndicale consultative (CSC) auprès de l'OCDE ont lancé un avertissement quant aux risques systémiques pour la stabilité du marché financier, exacerbés par l'opacité dans laquelle opéraient ces investisseurs à fort effet de levier. Les Directives de Bâle II, accord international relatif à la supervision et à la régulation des risques bancaires, étant devenues défaillantes à partir du moment où des investisseurs ont trouvé le moyen d'en contourner les dispositions, les syndicats ont appelé à l'adoption d'un nouvel accord, qui s'intitulerait accord de "Bâle III" et inclurait le secteur non bancaire³. Déjà en 2003, le groupement Global Unions attirait l'attention sur la nécessité impérieuse d'établir une meilleure réglementation des marchés financiers internationaux dans la conjoncture actuelle du déclin des marchés boursiers et de l'instabilité des taux de change⁴. Durant des années, le mouvement syndical international n'a eu cesse de lancer des avertissements quant au

risque d'une crise du capitalisme fondé sur l'hégémonie financière, qui néglige de reconnaître les activités productives à leur juste valeur et favorise, à la place, la spéculation non productive. Alors que la crise a été précipitée par l'avidité et l'incompétence du secteur financier, ses racines se trouvent dans les politiques de privatisation qui ont exacerbé les disparités et favorisé la déréglementation débridée du marché du travail au cours des dernières décennies.

Disparité croissante des revenus

D'après la dernière édition du Rapport sur le travail dans le monde de l'OIT, la période de croissance économique allant des années 1990 à 2007 n'a pas profité à tout le monde dans une mesure égale pour ce qui a trait aux gains en matière d'emploi. De fait, elle s'est accompagnée d'une redistribution des revenus au détriment des travailleurs, cependant que sur 73 pays examinés, 51 ont enregistré une baisse du revenu total au cours des deux dernières décennies⁵. Durant la même période, les revenus des ménages plus riches ont augmenté au regard des ménages plus pauvres. L'écart de revenu entre les 10 pour cent les plus pauvres et les 10 pour cent les plus riches des salariés s'est creusé dans 70 pour cent des pays examinés dans le cadre de l'étude de l'OIT. Autrement dit, déjà avant la crise, les inégalités de revenu s'étaient creusées aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre ceux-ci. Cet écart de revenu a constitué un facteur important dans l'effondrement de l'économie et en a déterminé la portée étendue.

L'effet de la mondialisation sur l'emploi, les marchés du travail et les salaires est la cause principale de l'accroissement des inégalités. Il est, notamment, à l'origine des réductions d'effectifs et de la délocalisation des industries, entraînant une augmentation du nombre de licenciements économiques et des pertes d'emplois permanents involontaires. Qui plus est, le processus de mondialisation financière, outre les mouvements de capitaux et la déréglementation, ont entraîné une augmentation des inégalités de revenu non seulement à l'échelle mondiale mais aussi entre la rémunération des PDG et des cadres et celle des travailleurs ordinaires. Aux États-Unis par exemple:

- Les émoluments des 50 principaux gestionnaires de hedge funds et de private equity s'élevaient à 588 millions de dollars US, en moyenne, par tête (soit 19.000 fois le salaire d'un salarié ordinaire).
- En 2007, les cinq principales firmes de Wall Street octroyaient des bonus à hauteur de 39 millions de dollars (par la suite, ces mêmes banques ont bénéficié d'un plan de renflouement financier).
- Dans les 15 principales firmes des États-Unis, le salaire d'un cadre exécutif était, en moyenne, 500 fois supérieur à celui d'un salarié ordinaire.
- Entre 2003 et 2007, les émoluments des cadres exécutifs ont connu une augmentation de 45% en termes réels, par rapport à 3% seulement pour les travailleurs américains ordinaires.
- A Hong Kong et en Afrique du Sud, le salaire des PDG est entre 104 et 160 fois supérieur au salaire d'un travailleur ordinaire.

Source: IIES (2008) et Rudd (2009)

Au lieu d'une croissance économique régulière fondée sur l'investissement, la productivité et la prospérité croissante des travailleurs, nous avons assisté à une série de bulles spéculatives qui ont augmenté la richesse de quelques-uns mais dont les conséquences sont maintenant payées par le plus grand nombre.

Dans les pays en développement, même avant la crise des prix alimentaires de 2007/2008 et la crise financière actuelle, la Banque mondiale faisait observer que dans 46 des 59 pays en développement examinés, les inégalités avaient augmenté au cours de la précédente décennie. La dégradation de la situation économique, venant s'ajouter à l'explosion des prix des denrées alimentaires, aggravera encore leurs inégalités. Au lieu d'une croissance économique régulière fondée sur l'investissement, la productivité et la prospérité croissante des travailleurs, nous avons assisté à une série de bulles spéculatives qui ont augmenté la richesse de quelques-uns mais dont les conséquences sont maintenant payées par le plus grand nombre.

Erosion des droits des travailleurs

Dans la plupart des économies, la « flexibilisation » des marchés du travail au cours des 25 dernières années a augmenté le risque de déflation salariale, affaibli la protection des travailleurs et aggravé la précarité de l'emploi. Dans notre monde globalisé, la course aux investissements et au profit s'est intensifiée de façon exponentielle, le plus souvent axée sur le faible coût de la main-d'œuvre, et ce, aux dépens des normes du travail fondamentales. Cette stratégie de "course vers le bas" a progressivement continué à saper les droits des travailleurs et la compétitivité, éveillant désormais au sein du mouvement syndical la crainte de voir la crise économique mondiale affaiblir davantage la législation du travail, la liberté d'association et le droit au dialogue social et à la négociation collective, ce qui représenterait un revers important dans la lutte pour le travail décent pour tous et l'abolition de la pauvreté. Un autre point qui suscite préoccupation est la situation des travailleuses et travailleurs saisonniers, temporaires et en sous-traitance, majoritairement migrants, qui figurent parmi les catégories les plus vulnérables aux pertes d'emplois et n'ont généralement pas droit aux indemnités de licenciement ou aux prestations de chômage en cas de licenciement. Pour comble, l'OIT relève un recours croissant aux pratiques délétères, frauduleuses et criminelles pouvant acculer des personnes à des situations de travail forcé et dont l'éradication est compromise par les retombées de la crise mondiale de l'économie et de l'emploi⁶.

La déréglementation financière a détourné les ressources économiques au détriment des investissements dans l'économie réelle et les personnes, c'est-à-dire des investissements générateurs de productivité. Une situation reflétée, en partie, dans la disparité du pouvoir de négociation entre les travailleurs et les employeurs. Par ailleurs, les déficiences relatives en matière de gouvernance des marchés du travail dans bon nombre de pays en développement – faible taux de négociation collective – sont susceptibles de restreindre davantage la probabilité d'atteindre des solutions négociées qui soient favorables aux travailleurs et à leurs salaires en ces temps de crise. Toutefois, la crise et les mesures nécessaires pour y faire face ne doivent et ne peuvent, d'aucune manière, servir à justifier l'affaiblissement des principes et droits fondamentaux au travail.

Quelles sont les répercussions sociales de la crise?

Ralentissement économique

La crise est venue interrompre une période de croissance économique qui avait démarré au milieu des années 1990, cependant que les économies des pays

Impact de la crise économique sur les femmes

Un rapport de la CSI a révélé que l'écart salarial entre les hommes et les femmes à niveau mondial dépasse de loin les statistiques officielles des gouvernements. Le rapport intitulé "(In)-égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail" est basé sur les résultats d'une enquête à laquelle ont pris part environ 300.000 femmes et hommes dans 20 pays. D'après cette nouvelle enquête, l'écart salarial s'élèverait à 22 pour cent, alors que les statistiques officielles des gouvernements, sur lesquelles la CSI s'était basée en mars 2008, le situaient à 16,5 pour cent.

Le rapport examine également l'impact de la récession économique sur l'accès des femmes à l'emploi et aux revenus. Les récessions antérieures ont eu une répercussion particulièrement néfaste sur les femmes des pays en développement travaillant dans les industries exportatrices et l'agriculture. Les femmes ont également été le plus durement affectées par les révisions baissières des deniers publics destinés à la santé, à la protection sociale et à l'éducation. Par ailleurs, le rapport attire l'attention sur la nécessité de prendre en charge les impacts sur les femmes des réponses politiques dans le contexte particulier des mesures de redressement adoptées par les gouvernements en réponse à l'actuelle crise. "La tendance mondiale croissante à la substitution de l'emploi régulier par le travail contractuel et intérimaire a eu une incidence marquée sur les femmes. Ces emplois précaires sont aussi les premiers supprimés à l'heure où les patrons réduisent leurs effectifs face à la récession mondiale. Des millions de femmes travaillant en tant que domestiques ou main-d'œuvre migrante sont menacées par le chômage ou ont déjà perdu leur emploi, exacerbant d'autant plus la situation déjà extrêmement critique des ménages de par le monde", a signalé Guy Ryder, secrétaire général de la CSI.

avancés enregistrent d'ores et déjà une croissance négative. Les dernières prévisions du FMI font état d'une croissance de l'activité économique mondiale de 2,5 pour cent en 2010, après un recul de 1,4 pour cent en 2009. Les marchés émergents et en développement affichaient un taux de croissance de 8,3 pour cent en 2007. Celui-ci a dégringolé à 1,5 pour cent en 2009. La Chine et l'Inde, qui affichent la croissance la plus rapide à niveau mondial, ont accusé un ralentissement de 13 pour cent et 9,4 pour cent respectivement en 2007 à 7,5% et 5,4% en 2009. Parmi les économies nationales les plus importantes en termes de leur PIB, le Mexique a accusé le recul le plus important, avec une baisse de 7,3% de son PIB, attribuée, en partie, au ralentissement des échanges mondiaux⁷. Les pays à faibles revenus se trouvent, quant à eux, confrontés à de multiples défis du fait de la diminution probable de l'aide officielle dont ils bénéficient et que leurs économies sont particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix des matières premières, comme l'a démontré la crise alimentaire. Si l'investissement direct étranger (IDE) a contribué, de façon significative, à la croissance dans un grand nombre d'économies asiatiques et africaines, les estimations les plus prudentes pour 2009 font présager une diminution de l'IDE dans les pays en développement supérieure à 30 pour cent. Attendu qu'une baisse de l'activité mondiale est également prévue en 2009, un déclin continu des taux d'emploi apparaît inévitable.

Il apparaît clairement que l'année 2009 affichera les pires résultats jamais enregistrés à niveau mondial en termes de création d'emploi.

L'accord de renflouement du FMI est lourd de conséquences pour les travailleurs

Depuis quelques années, les trois États baltes enregistraient une croissance remarquable au regard des autres pays de l'UE. Aujourd'hui, ce sont ces mêmes États qui souffrent le plus. Pour sauver son économie, la Lettonie s'est vue contrainte à recourir à un crédit du FMI et à accepter les conditions dont ce prêt est assorti. Ayant sombré dans le gouffre de la récession, la Lettonie s'est désespérément mise en quête de fonds pour tenter de combler son déficit budgétaire béant pour fin 2008. En décembre 2008, un groupe de prêteurs internationaux s'est engagé à octroyer 7,5 milliards d'euros (10,5 milliards de dollars) à la Lettonie – les conditions: le renflouement de la Lettonie par le FMI et la Commission européenne est soumis à la condition que le pays limite son déficit budgétaire à 5% du PIB et procède à des restructurations.

Les réductions budgétaires entraînent une baisse des salaires et un affaiblissement des protections sociales pour la population lettone. Mais malgré l'austérité dont il fait preuve à l'égard de son propre peuple, le gouvernement s'est vu contraint d'intervenir pour renflouer la seconde banque lettone, Parex, pour tenter de restaurer la confiance dans le secteur financier.

La rémunération des salariés de la fonction publique a été réduite d'au moins 15 pour cent dès décembre 2008. Les enseignants et les personnels de la santé sont, à leur tour, affectés par une réforme structurelle drastique; celle-ci prévoit en outre la fermeture de dizaines d'écoles et de centres de soins médicaux dans le cadre des mesures d'austérité envisagées pour résorber le déficit budgétaire de la Lettonie. Le gouvernement a projeté des réductions salariales additionnelles de 20 pour cent en juin 2009 et une réduction de 25 millions de lats lettons du budget de l'éducation. Le budget de la santé nationale sera, quant à lui, réduit de 40 millions de lats, laissant présager des millions de pertes d'emplois supplémentaires, d'après la Confédération des syndicats indépendants de Lettonie (LBAS).

Pour l'heure, la Lettonie affiche le second taux de chômage le plus élevé de l'UE après l'Espagne et la LBAS craint que le prêt du FMI et les conditions dont celui-ci est assorti n'entraînent un déclin de certains secteurs comme l'industrie et l'agriculture et exacerbent les tensions sociales parmi les citoyens, les enseignants et les travailleurs de la santé et de l'industrie.

Source: Vision syndicale CSI – Lettonie (à paraître prochainement)

Chômage en hausse

D'après les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), le chômage risque d'affecter 59 millions de personnes supplémentaires de par le monde en 2009 par rapport à 2007, alors que le total des personnes sans emploi à niveau mondial pourrait atteindre 239 millions, ce qui équivaldrait à un taux de chômage mondial de 7,4 pour cent⁸. L'OIT a entrepris une analyse des données concernant l'emploi depuis 1991, qui représente le point de départ d'une économie mondiale plus intégrée, où il apparaît clairement que l'année 2009 affichera les pires résultats jamais enregistrés à niveau mondial en termes de création d'emploi.

Quand des usines commencent à fermer en Asie en raison d'une baisse de

Le chômage aux États-Unis:

Les États-Unis d'Amérique étaient le premier pays à avoir été touché par la récession, le resserrement du crédit (credit crunch) et le déclin subséquent du marché du travail, où le nombre de chômeurs de longue durée (sans emploi pour plus de 27 semaines) a plus que triplé depuis décembre 2007. D'après le Bureau of Labor Statistics (BLS), les pertes d'emplois se sont répercutées sur pratiquement toutes les industries, avec un effet plus modéré sur les secteurs de la construction et de la vente au détail: "Le secteur de la production a accusé une perte de 156.000 postes en mai [...]. 59.000 emplois ont été perdus dans la construction en mai, comparé à 117.000 postes perdus par mois, en moyenne, au cours des six mois précédents [...]. Les pertes d'emploi dans les services professionnels et commerciaux se sont atténuées en mai, avec 51.000 emplois perdus [...]. Le secteur du commerce au détail a essuyé une perte de 18.000 postes en mai; les réductions de postes dans le détail se sont stabilisées de façon marquée au cours des deux derniers mois"¹¹

Source: AFL-CIO: U.S. Unemployment Rate now 9,4
Percent par Tula Connell, 8 juin 2009

la demande dans le monde occidental, le retour de millions de travailleuses et travailleurs vers leurs lieux d'origine, généralement en zones rurales, affecte les moyens d'existence de leur famille mais entraîne aussi une diminution marquée du PIB dans les pays récepteurs des envois d'argent. Au tout début de la crise financière, on pensait que l'impact de la crise sur l'Afrique serait minime en raison de la faible intégration du continent africain au sein de l'économie globale. Cependant, "dans un monde globalisé, des problèmes survenant dans une partie du système peuvent très vite se répercuter ailleurs"⁹. La crise est susceptible de réduire à néant les gains économiques et de compromettre les possibilités qu'ont les gens de s'extirper de la pauvreté moyennant l'accès à un travail décent; par ailleurs, elle risque aussi de compromettre très sérieusement les progrès en vue de l'accomplissement des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)¹⁰.

Taux de chômage dans le monde et dans les régions (%)

Total	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Monde	6,4	6,2	6,3	6,4	6,5	6,5	6,3	6,0	5,7	5,9	7,4
Economies développées et Union européenne	6,9	6,6	6,7	7,3	7,3	7,1	6,8	6,3	5,7	6,1	9,0
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	12,7	10,8	10,3	10,1	10,1	9,9	9,4	9,1	8,4	9,0	12,1
Asie de l'Est	4,7	4,5	4,5	4,4	4,3	4,2	4,2	4,0	3,9	4,3	5,8
Asie du Sud-Est et Pacifique	5,1	5,0	5,8	6,0	6,2	6,4	6,4	6,0	5,4	5,4	6,2
Asie du Sud	4,4	4,6	4,6	4,6	4,7	5,3	5,3	5,2	5,0	5,0	5,6
Amérique latine et Caraïbes	8,7	8,6	8,9	9,1	9,1	8,5	8,1	7,4	7,1	7,2	8,4
Moyen-Orient	10,0	9,5	10,9	10,8	12,1	9,2	9,8	10,1	9,5	9,0	11,0
Afrique du Nord	13,3	14,1	13,6	13,4	13,1	12,3	11,5	10,5	10,6	10,0	11,1
Afrique subsaharienne	7,9	7,9	8,1	8,1	8,2	7,9	7,9	7,8	7,7	7,6	8,2

Source: Modèles économétriques des tendances, OIT, mai 2009

Dans l'industrie du textile, de l'habillement et de la chaussure, plus de onze millions d'emplois ont été perdus au cours des neuf derniers mois et trois millions d'emplois supplémentaires sont menacés, d'après la Fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FITTHC), qui représente les travailleurs de ces secteurs.

En Chine, les pertes d'emploi dues aux fermetures à grande échelle, résultant non seulement de la crise mais aussi des restructurations industrielles intervenues antérieurement à la crise et visant à une production à plus grande valeur ajoutée, ont contraint plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs ayant perdu leur emploi à regagner leur campagne natale en quête d'un emploi rural. Au cours des deux derniers mois de 2008, plus de 40.000 salariés ont été congédiés, principalement dans les secteurs de l'électronique et de la production. Toujours dans le secteur de la production, l'emploi a reculé de 120.000 postes aux Philippines et de 20.000 postes à Singapour¹².

A terme, le chômage de longue durée peut se révéler plus coûteux pour la société dans son ensemble que le choc initial de la crise financière, car les

Principaux enseignements régionaux:

- Dans les économies développées et l'Union européenne, l'emploi total devrait se contracter cette année à des niveaux situés entre -1,3 à -2,7 pour cent. La région pourrait constituer 35 à 40 pour cent de la hausse totale du chômage mondial, alors qu'elle ne représente que 16 pour cent de la main-d'œuvre mondiale.
- En Europe centrale et du Sud (hors UE) et dans la CEI, le nombre de chômeurs pourrait augmenter de 35 pour cent en 2009, l'emploi total devrait se contracter cette année à des niveaux situés entre -1 à -2,8 pour cent.
- En Asie de l'Est, selon les estimations du BIT, lorsque la crise est survenue, 267 millions de personnes, soit plus d'un tiers des personnes employées, vivaient sous le seuil de pauvreté de 2 dollars par jour lors de la survenue de la crise, et il y avait environ 12 fois plus de personnes avec un emploi vulnérable qu'au chômage.
- En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, une hausse relativement modérée du chômage est envisagée pour cette région, bien que les travailleurs et les entreprises des industries orientées à l'export soient durement frappés par la crise.
- En Asie du Sud, environ 5 pour cent de la main-d'œuvre est au chômage mais presque 15 fois plus de personnes sont en situation d'un emploi vulnérable. Le nombre de travailleurs vivant avec moins de 2 dollars par jour pourrait augmenter de 58 millions entre 2008 et 2009.
- En Amérique latine, le taux de chômage devrait grimper jusqu'à 8,4 ou 9,2 pour cent en 2009.
- Selon les projections du BIT, le nombre de chômeurs pourrait croître de 25 pour cent au Moyen-Orient et de 13 pour cent en Afrique du Nord en 2009. L'emploi vulnérable devrait s'accroître à la fois au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Environ un travailleur sur trois dans chacune des régions occupe un emploi précaire, et ce ratio pourrait augmenter jusqu'à 4 sur 10.
- En Afrique subsaharienne, environ 73 pour cent des travailleurs de la région se trouvent dans l'emploi vulnérable et ce chiffre pourrait dépasser les 77 pour cent cette année. La crise représente une sérieuse menace pour l'investissement dans les infrastructures et les biens d'équipement qui sont vitaux pour poursuivre le développement de la région. Il ne faut pas sous-estimer le préjudice que pourrait entraîner un protectionnisme mondial en réponse à la crise.
- Plus de 200 millions de travailleurs pourraient tomber dans l'extrême pauvreté – surtout dans les pays en développement et émergents, où les filets de sécurité sociale sont incomplets ou inexistants – ce qui élèverait le nombre total de travailleurs pauvres à 1,4 milliard.

Source: http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--en/WCMS_106525/index.htm

travailleurs nécessiteront un recyclage avant de pouvoir réintégrer le marché du travail, alors que d'autres pourraient ne jamais y retourner, que ce soit par simple désespoir ou parce qu'ils n'arrivent pas à trouver une place; d'autre part, ceux qui ont bénéficié de prestations de chômage lors de la phase initiale

La crise risque d'exacerber l'écart salarial entre hommes et femmes

Les syndicats australiens sont inquiets face au risque de voir se creuser l'écart salarial entre hommes et femmes suite au gel du salaire minimum décrété par le gouvernement australien, en juillet 2009. Un rapport de l'ACTU fait état d'une surreprésentation des femmes dans des emplois faiblement rémunérés et à temps partiel – près d'un tiers des femmes touchent un salaire inférieur au salaire minimum fédéral. La décision regrettable du gouvernement de geler les salaires des travailleurs de la tranche salariale inférieure exacerbera cette disparité.

qui a suivi la perte d'emploi pourraient, au bout d'une certaine période, se voir exclure du système de protection sociale. Une fois la reprise amorcée, il faudra attendre entre trois et cinq ans, en moyenne, avant de voir le marché du travail retrouver son niveau normal suite à la reprise de l'activité économique. Dans le même temps, les entreprises et, plus particulièrement, les petites et moyennes entreprises sont soumises à des pressions économiques qui entraînent une recrudescence des faillites et, par conséquent, une tendance baissière eu égard aux nouvelles perspectives d'emploi. D'après l'Institut international d'études sociales (IIES), il faudrait créer plus de 300 millions de nouveaux emplois de par le monde au cours des cinq prochaines années pour maintenir l'emploi au niveau où il situait avant la crise¹³.

Baisse du pouvoir d'achat – Erosion de l'épargne populaire

Du jour au lendemain, des millions de personnes ont dû dire adieu à leur pension, leurs économies, leur logement et leur emploi qui ont disparu du jour au lendemain. La perte d'un emploi entraîne une diminution immédiate du revenu réel, qui se répercute sur la couverture de santé et de sécurité sociale des travailleurs et de leur famille et fait peser une pression supplémentaire sur les budgets des gouvernements. Telle une onde sismique, l'impact de la crise se propage très rapidement du monde financier au monde du travail et à d'autres secteurs où les travailleurs faiblement qualifiés sont souvent les plus touchés par les licenciements, du fait qu'ils éprouvent généralement plus de difficultés à trouver un nouvel emploi et que les répercussions économiques du chômage sont généralement plus durement ressenties par les ménages à revenus modestes ou faibles.

L'effondrement de la demande, outre le fait que les consommateurs dépensent moins à cause de la crise, affecte l'industrie de l'exportation, de même que la demande de main-d'œuvre, et ce, plus particulièrement en Asie, dans les Amériques et en Europe. En février 2009, les exportations en provenance de la Chine ont connu une baisse de près de 26 pour cent par rapport à l'année précédente, alors que les exportations en provenance d'Indonésie ont reculé d'approximativement 33 pour cent¹⁴. Pour tenter de contenir les pertes financières, nombre d'employeurs, d'usines et de firmes ont dû recourir à un éventail d'approches, dont la réduction du temps de travail de leurs employés ou la mise en congé sans solde, notamment.

D'après le Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique, entre 2001 et 2007, décrite comme une période de croissance économique exceptionnelle, les salaires moyens annuels réels dans certaines parties de la région ont connu une croissance de 1,8 pour cent, nettement inférieure à la croissance annuelle moyenne de la productivité du travail au cours de la même période¹⁵. Même avant la crise, la part des salaires dans le revenu national s'est contractée dans un grand nombre de pays au cours des dernières années. Le ralentissement de l'activité économique fait peser une pression supplémentaire sur les salaires des travailleurs, avec le risque que cela suppose de voir ces salaires stagner, voire baisser au cours des prochains mois; un développement d'autant plus inquiétant que le maintien du pouvoir d'achat et de la demande des consommateurs moyennant le maintien des salaires à un niveau décent est essentiel pour sortir de la crise. Or globalement, de nombreux travailleurs ont

Pression sur les travailleurs australiens:

Le blocage des salaires pour des travailleurs dépendant de salaires minimums affectera plus de 1,3 million de travailleuses et travailleurs se trouvant au bas de l'échelle salariale et aura une répercussion adverse sur le niveau de vie et le pouvoir d'achat des familles travailleuses. Les émoluments des cadres et autres personnes à hauts revenus ne seront pas affectés par la décision de l'Australian Pay Commission, applicable dès juillet 2009. En revanche, les salariés faiblement rémunérés perdront 16 dollars australiens par semaine pour toute la durée de l'année prochaine.

consenti à des augmentations modestes ou nulles dans un souci de sauver leurs employeurs et leurs emplois, alors que la tendance consistant à recourir au blocage général des salaires pour l'ensemble de l'économie ne fera qu'exacerber la tendance baissière.

De nombreux salariés qui se sont éreintés au travail durant toute leur vie et ont mis de côté de modestes économies pour leur retraite ont été les témoins passifs de la détérioration de leur épargne-retraite, résultant de la crise financière et des instruments à haut risque axés sur la génération rapide de profits. Les régimes de pension et les caisses de retraite sont souvent liés à la performance des bourses des valeurs, lesquelles ont chuté à pic depuis 2008, avec des répercussions catastrophiques pour l'épargne-retraite des travailleurs. Aux États-Unis, la valeur des régimes de pension a chuté d'environ 15 pour cent en 2008, entraînant, d'après la Réserve fédérale des États-Unis, une perte d'un trillion de dollars entre le second trimestre de 2007 et le second trimestre de 2008¹⁶. Une dégradation aussi massive des régimes de pension comporte des implications non moins graves pour la protection et la stabilité financière des travailleuses et travailleurs proches de la retraite. Il est essentiel que la sécurité des retraites et le droit à une pension décente, adéquate et prévisible figurent au cœur des programmes de relance économique, dès lors que la crise mondiale a mis à nu les dangers liés aux plans individualisés à contribution définie dans lesquels les risques des retraites sont supportés en grande partie, voire dans leur intégralité par les salariés¹⁷.

La crise affecte particulièrement durement les femmes, qui voient leurs emplois disparaître à cause de la crise, alors qu'elles étaient déjà sous-payées au départ, les obligeant à porter le fardeau des soins ménagers sans le moindre revenu ou compensation sociale. Les femmes constituent, dans de nombreux cas, le gros de la main-d'œuvre dans des industries durement touchées par la baisse de la demande, comme les services, la production à l'exportation et le secteur de l'habillement, dont les effectifs sont à 60-80 pour cent féminins. D'après les prévisions de la Banque mondiale, ces secteurs devraient se contracter de façon considérable au cours des prochains mois. Dans ces industries, les femmes sont souvent embauchées à des postes faiblement rémunérés, faiblement qualifiés et temporaires, où leurs droits sont strictement limités; la crise accule, à présent, ces mêmes femmes à la zone à risque¹⁸.

Une précarité croissante

La crise a des répercussions adverses sur la qualité de l'emploi et la qualité de vie. Dans certains pays en développement, jusqu'à 60 pour cent de la main-d'œuvre travaille dans l'informel – sans contrat écrit ou sécurité sociale¹⁹. En Inde, par exemple, le taux de chômage officiel était de 4,7 pour cent en 2005, toutefois, 83 pour cent des travailleurs non agricoles étaient informels, autrement dit, ils avaient un emploi, tout en étant dépourvus de protection de l'emploi, d'une assurance chômage, de droits de retraite ou de conditions de travail sûres et saines. Les éventuels progrès engrangés envers la réduction de l'informalité sont désormais menacés par la crise, alors que des millions de salariés réguliers perdent leur emploi.

L'effet de la crise sur la prévention et le traitement du VIH:

La crise économique et financière a commencé à avoir des répercussions sur la réponse au VIH/Sida. Ainsi, l'Inde a récemment revu à la baisse son budget alloué à la lutte contre le Sida pour l'année financière en cours. D'après une étude récente menée conjointement par ONUSIDA et la Banque mondiale, les programmes de traitement commencent à s'en ressentir dans les pays les plus durement affectés; plus de 3,4 millions de personnes vivant avec le VIH risquent d'être affectées, alors que les perspectives pour les 7 millions de personnes qui nécessitent un traitement mais qui n'y ont pas accès ne sont guère encourageantes.

Source: ONUSIDA, Lettre d'information n° 2/09

L'actuelle crise économique mondiale est susceptible d'entraîner une hausse de l'emploi rural, précaire et informel due aux pertes d'emploi dans l'économie structurée, entraînant, par-là, une détérioration des conditions de travail et une diminution des salaires pour les plus pauvres. Ce développement est particulièrement inquiétant pour les populations des économies en développement et émergentes et éclipsera chez des millions de travailleuses et travailleurs tout espoir d'accéder à un emploi formel. Parallèlement, la part de la main-d'œuvre exerçant des emplois dangereux et précaires augmentera. En revanche, les travailleuses et travailleurs qui conservent leur emploi verront leurs conditions d'emploi se détériorer. Dans certaines régions d'Asie et d'Amérique latine, les travailleuses risquent de devoir travailler sans avoir droit à des congés payés et à des prestations sociales²⁰, une tendance qui risque d'être aggravée par la crise économique mondiale.

Les mesures de protection sociale nécessaires pour amortir le choc et la douleur causés par la perte d'un emploi font très souvent cruellement défaut dans les pays en développement, et ce, plus particulièrement pour les personnes exerçant un emploi précaire, faiblement rémunéré, informel et non protégé. Quatre-vingts pour cent de la population mondiale est dépourvue de filets de sécurité sociale, lesquels devraient normalement leur fournir une protection en cas de perte de leur emploi et donc de leur revenu. Dès lors, ces personnes peuvent se voir obligées d'accepter n'importe quel emploi, même si celui-ci est dangereux, mal rémunéré ou de courte durée.

Diminution des dépenses sociales

Les gouvernements sont généralement conscients des répercussions potentiellement graves qu'une réduction des services publics ou des dépenses publiques peut avoir sur les couches les plus vulnérables de la population, en commençant par les femmes et les enfants. Une baisse des revenus, assortie d'une hausse des déficits, affectera les filets de sécurité sociale, les prestations en espèces, la scolarisation des enfants, ainsi que de nombreuses catégories vulnérables de la population. D'après l'OIT, l'éducation et la formation pourraient également s'en ressentir, notamment dans les pays en développement, car les enfants décrochent de l'école pour pouvoir suppléer au revenu du ménage ou parce que les familles ne peuvent plus prendre en charge les frais de scolarisation, dû au resserrement du crédit²¹.

Les enseignements tirés des crises antérieures nous ont appris que la réduction des budgets dévolus au développement social peuvent avoir des répercussions à long terme sur les ménages à revenus moyens et faibles, les travailleurs, les malades et les personnes âgées. En Indonésie, la crise asiatique de 1997-1998 a entraîné un déclin des salaires médians de 20-30 pour cent, obligeant les ménages à revoir à la baisse leurs dépenses en matière de santé et d'éducation. En Argentine et au Mexique, les dépenses sociales ciblées ont connu un recul au cours de la récession des années 1990. La Banque mondiale signale comme une pratique courante chez les gouvernements confrontés à une croissance faible ou négative de leur PIB et à des chocs macroéconomiques de revoir à la baisse leurs dépenses sociales²².

Les données les plus récentes issues du rapport AidWatch indiquent que, depuis

Si les salaires des femmes constituent l'une des principales sources de revenu pour les ménages dépendant des envois d'argent, permettant à ces dernières de subsister, les travailleuses migrantes sont très souvent une cible facile pour les employeurs qui les exploitent en foulant aux pieds leurs droits statutaires en tant que travailleuses.

décembre 2008, quatre gouvernements européens, nommément l'Estonie, l'Irlande, l'Italie et la Lettonie ont, d'ores et déjà, revu à la baisse leurs apports d'aide. D'après les prévisions officielles de la Commission européenne, les 15 premiers États membres de l'Union (UE-15) n'atteindront pas avant 2012 l'objectif collectif de 0,56 pour cent du revenu national brut (RNB) dévolu à l'aide, normalement fixé pour 2010, soit un retard de deux ans par rapport à la date butoir. Les 12 nouveaux États membres (UE-12) accusent, eux aussi, du retard et ne devraient pas atteindre en temps voulu leur objectif commun de 0,17 pour cent²³.

Les répercussions de la récession économique et du ralentissement des échanges commerciaux seront ressenties sous forme d'une diminution des recettes fiscales à l'échelle mondiale. Dans les pays fortement tributaires de l'aide, des envois d'argent ou des exportations, l'impact sur le court terme et le lourd tribut financier résultant de la hausse des taux d'intérêt et de la dévaluation des devises pourraient entraîner une baisse des dépenses allouées aux programmes d'aide sociale, aux régimes de pension, aux écoles et aux transferts de crédits. Nonobstant, sur le long terme, le fait de ne pas investir dans la protection sociale s'avérera plus coûteux que d'envisager des réductions en réponse à des enjeux financiers à court terme.

Les envois d'argent diminuent

A la différence des précédentes crises financières, l'effet combiné de la crise actuelle et des répercussions extrêmes de cette crise sur le marché du travail et la croissance économique - pays du sud compris - rend extrêmement incertaine l'hypothèse d'un flux constant de fonds de l'étranger qui suffise à stabiliser la situation économique des pays allocataires. De fait, on observe une diminution globale des envois d'argent provenant des travailleurs migrants; et il est prévu que ceux-ci reculent de plus de 7 pour cent à l'échelle mondiale. Il n'en reste pas moins que l'argent que les travailleuses et travailleurs migrants envoient à leur famille est d'une importance cruciale pour le développement et représente plus de trois fois le volume de l'aide extérieure – soit 328 milliards de dollars ou environ 2 pour cent du PIB des pays en développement, d'après la Banque mondiale²⁴. Si les salaires des femmes constituent l'une des principales sources de revenu pour les ménages dépendant des envois d'argent, permettant à ces dernières de subsister, les travailleuses migrantes sont très souvent une cible facile pour les employeurs qui les exploitent en foulant aux pieds leurs droits statutaires en tant que travailleuses²⁵.

Il est prévu que les envois d'argent vers l'Amérique latine reculent de 2 pour cent, ce qui représenterait la première baisse de ce genre depuis 2000. Une tendance similaire est observée en Asie, où les envois d'argent devraient également diminuer, notamment aux Philippines et au Bangladesh, à mesure que les travailleurs migrants employés au Moyen-Orient affrontent des réductions des effectifs qui les obligeront, tôt ou tard, à rentrer au pays²⁶.

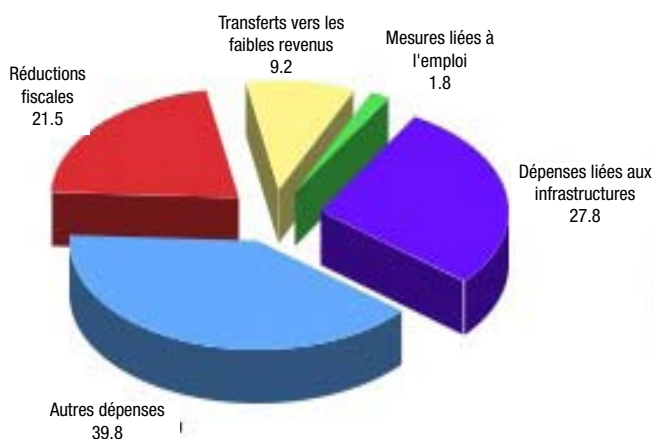
Les gouvernements tiennent-ils leurs promesses?

A mesure que l'étau de la crise s'est resserré, les gouvernements ont volé à la rescousse de leurs systèmes financiers et de leurs économies en général. Les

programmes de stimulation fiscale et de stimulation des dépenses auxquels ont eu recours plus de 40 pays de par le monde peuvent être répartis en trois catégories: 1) Les mesures de sauvetage financier telles que la garantie des dépôts et des prêts bancaires privés, les injections de capitaux et le rachat des actifs compromis ou "toxiques"; 2) Les mesures de sauvetage monétaire comme les réductions des taux d'intérêt et 3) Les mesures de sauvetage fiscal telles les réductions des impôts sur les entreprises et la consommation et l'augmentation des dépenses sur les biens et les services publics.

Toutefois, il y a lieu de s'interroger sur la part des plans de relance dévolue aux investissements dans les dépenses publiques et l'infrastructure, par exemple pour la création d'emplois et la stimulation de la productivité? Si tant est que les gouvernements soient véritablement déterminés à restaurer la confiance, la croissance et l'emploi, tel que stipulé dans le Communiqué du G20 à Londres, quelle réponse apportent-ils à la problématique de l'emploi dans le cadre des divers plans de relance et à l'échelle mondiale et traduisent-ils réellement leurs engagements en actions concrètes? L'Institut international d'études sociales (IIES) a analysé les efforts de sauvetage fiscal menés dans 10 économies avancées et 12 économies en développement et émergentes et a conclu, sur la base d'un examen global des dépenses, que remarquablement peu d'attention est accordée aux mesures afférentes à l'emploi et aux transferts sociaux (cf. diagramme ci-après:

Composition des dépenses:



Source: Données provenant de l'IIES montrant la composition des dépenses (en pourcentage du programme total), sur un échantillon de 22 pays.

Du côté positif, 16 pays sur un total de 22 pays examinés consacreront une partie de leurs programmes de stimulation économique à des projets d'infrastructure et de travaux publics qui devraient contribuer à la création d'emplois. Les initiatives de ce type ont, jusqu'ici, été trois fois plus nombreuses dans les pays en développement et émergents examinés (46,5 pour cent) que dans les économies avancées (14,9 pour cent). Elles ont inclus des dépenses axées sur la stimulation de l'économie dans des pays comme la Chine, l'Allemagne, le Japon, le Portugal, l'Arabie saoudite et les États-Unis, dans des domaines comme la construction et la réparation de ponts et chaussées,

La CSI craint que les engagements promis en matière d'emploi et de protection sociale ne manquent de se concrétiser si les gouvernements ne débloquent pas les ressources nécessaires pour leur mise en œuvre.

de chemins de fer et d'infrastructures rurales, de même que des projets à haut rendement énergétique. Toutefois, les mesures afférentes à l'emploi, telles que les programmes de formation, les prestations de chômage et la création d'emploi, ne représentent que 3 pour cent des dépenses totales dans les économies avancées, alors que les économies en développement et émergentes consacrent à peine 0,2 pour cent de leurs programmes de stimulation fiscale à de telles initiatives liées au marché du travail²⁷.

Qui plus est, ces programmes de stimulation ont été adoptés fin 2008, début 2009, or depuis lors, l'économie mondiale a considérablement ralenti et il est fort possible que les dépenses se révèlent insuffisantes face à la récession croissante. Bien que le FMI ait recommandé un paquet de relance mondial équivalent à 2 pour cent du produit mondial, celui-ci atteint à peine 1,4 pour cent. Par ailleurs, il est difficile de distinguer entre les dépenses passées et nouvelles et leurs calendriers de mise en œuvre. Enfin, les efforts de sauvetage financier sont considérablement plus importants que les efforts de sauvetage fiscal; le Royaume-Uni a accordé 28,6 pour cent de son PIB aux efforts de sauvetage financier, contre 1,3 pour cent seulement aux efforts de sauvetage fiscal. De la même manière, l'Allemagne a consacré 19,8 pour cent de son PIB au sauvetage financier, contre 2,8 pour cent au sauvetage fiscal²⁸.

La CSI craint que les engagements promis en matière d'emploi et de protection sociale ne manquent de se concrétiser si les gouvernements ne débloquent pas les ressources nécessaires pour leur mise en œuvre. Le Sommet du G8 qui s'est récemment conclu en juillet 2009 n'a pas offert de fonds supplémentaires pour répondre aux taux de chômage élevés et croissants, d'autant plus que ces taux ne tiennent compte ni des travailleurs ayant conservé leur emploi en acceptant de travailler moins ou de prendre un congé sans solde, ni de l'évolution de la qualité des emplois et les niveaux de sous-emploi. En revanche, le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT adopté par les gouvernements, les syndicats et les employeurs en juin 2009 devrait figurer au cœur des décisions politiques mondiales, afin de rompre définitivement avec des politiques de libre marché défailtantes et d'assurer que les gouvernements et les employeurs s'attachent à maintenir et à créer de l'emploi et à prévenir des spirales de déflation salariale et une détérioration des conditions d'emploi. Le Pacte de l'OIT met en évidence l'importance des programmes de création d'emploi tels que les projets de développement des infrastructures, l'aide aux personnes sans emploi, la formation et le développement des compétences. Cependant, le plus important reste à faire – s'assurer que l'action parle plus fort que les mots.

L'espoir d'une relance prochaine du marché du travail est éclipsé par la croissance du chômage de par le monde. Avant qu'une reprise économique ne puisse être amorcée, les dirigeants mondiaux et les gouvernements devront s'attaquer à la crise de l'emploi, au risque de voir les travailleuses et les travailleurs – le cœur de notre économie – continuer à payer le prix fort. Dans le chapitre suivant, nous verrons comment les syndicats intensifient leurs efforts et demandent à être entendus face aux épreuves du moment.

III. Les syndicats et la crise mondiale

Le Chapitre I nous a permis de nous faire une idée de l'impact sans précédent de la crise économique mondiale, sans précédent surtout pour l'actuelle génération de travailleuses et travailleurs, leur famille et leurs moyens d'existence, une situation exacerbée par le pire taux de chômage depuis la Grande dépression des années 1930. De par le monde, des Amériques à l'Asie, de la Bulgarie au Burkina Faso et du Canada à la Colombie, la réalité à laquelle se trouvent confrontés les travailleuses et travailleurs est faite de conditions de travail précaires, de pressions baissières sur les salaires, de chômage massif et d'un déficit généralisé au plan de la protection sociale. Le monde tout entier fait les frais d'une crise précipitée par l'avidité, la spéculation débridée et les politiques néo-libérales.

Le chapitre suivant porte témoignage de la détermination des syndicats à lutter contre la crise et à établir un nouvel ordre mondial socialement équitable. Que les syndicats prennent part aux manifestations, envisagent de nouvelles propositions pour surmonter la crise ou mobilisent les pressions politiques, une chose est claire – pas question de retourner « aux vieilles habitudes ». Le monde devra apparaître sous un jour nouveau une fois que la crise aura touché à sa fin, et ce tant sur le plan financier que du marché du travail. Ce chapitre offre un tour d'horizon des messages et des actions des organisations syndicales aux quatre coins de la planète pour conduire à ce nouvel ordre mondial.

Le monde devra apparaître sous un jour nouveau une fois que la crise aura touché à sa fin, et ce tant sur le plan financier que du marché du travail.

CSI: Journée d'action

Dans le cadre d'une campagne mondiale pour sortir l'économie mondiale de la récession et mettre au point un nouveau plan d'action pour la création d'emploi, la réglementation financière et la gouvernance mondiale, la CSI a appelé les syndicats des pays du G20 et du monde entier à soumettre un ensemble commun de demandes aux chefs d'État et de gouvernement le 23 mars 2009. Ce plan d'action en cinq points appelé "Déclaration de Londres" décrivait un train de mesures exhaustif sur lesquelles le Sommet du G20 devrait tomber d'accord pour s'attaquer à la crise et construire une économie mondiale plus équitable et plus durable pour l'avenir, y compris:

- 1) Un programme international coordonné de relance et de croissance durable contribuant à la génération d'emplois et aux investissements publics;
- 2) La nationalisation des banques insolvables et l'adoption de nouvelles règles financières;
- 3) Des mesures pour combattre le risque de déflation salariale et renverser des décennies d'inégalités croissantes;
- 4) Des mesures porteuses concernant le changement climatique;
- 5) Un nouveau cadre juridique international, pour la réglementation de l'économie globale et la réforme des institutions financières et économiques internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE, OMC).

Dans un grand nombre de pays, y compris l'Albanie, l'Argentine, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la République tchèque, le Japon, le Mali, le Maroc, la

Amérique centrale et Caraïbes: lutter contre la dégradation des droits des travailleurs

À l'occasion de la journée du Premier mai, la Coordination syndicale pour l'Amérique centrale et la Caraïbe (CSACC) a lancé un appel à l'unité dans la lutte contre la dégradation des droits des travailleurs. La CSACC a profité de l'occasion pour lancer un avertissement contre les politiques antisyndicales et le risque de voir les normes du travail compromises à l'heure de s'attaquer aux défis découlant de la crise économique. Le maintien du respect des normes du travail et des droits humains est d'une importance-clé pour le développement de la démocratie et la justice sociale et peut, à terme, contribuer à la relance de l'économie. La CSACC en appelle aux gouvernements à adopter des solutions cohérentes qui se départent du modèle existant.

Pologne, l'Afrique du Sud, l'Espagne et la Suède, les centrales syndicales nationales ont, d'ores et déjà, soumis à leurs gouvernements la "Déclaration de Londres". Ce paquet de mesures a également été débattu dans le cadre d'une conférence spéciale, à Bruxelles, à laquelle ont assisté la Confédération syndicale internationale (CSI), la Confédération européenne des syndicats (CES) et le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

"S'il semble y avoir un élan vers une réglementation effective des marchés financiers et de l'activité bancaire, ainsi qu'une prise en compte des effets destructeurs des paradis fiscaux sur les revenus des gouvernements, outre la nécessité d'une action déterminée face au changement climatique, un accord sur les stimulations économiques nécessaires ne semble pas près d'être atteint. Il n'est pas clair, non plus, si un rôle central sera accordé à l'Organisation internationale du travail, conjointement aux institutions financières et commerciales internationales, pour ce qui a trait à la planification d'une nouvelle économie globale", a déclaré Guy Ryder, secrétaire général de la CSI, lorsqu'il a pris la parole à l'occasion d'une Session tripartite spéciale de haut niveau sur la crise, dans le cadre de la réunion du Conseil d'administration de l'OIT, le même jour, à Genève.

Les pressions exercées par les syndicats dans le monde entier, y compris les réunions avec les chefs d'État du G20 les jours précédant le Sommet et à Londres même, ont été déterminantes pour garantir que l'emploi était inclus en tant que principale priorité dans le plan de réforme et de relance.

Le long "chemin de la reprise" dans les Amériques

L'effet dévastateur de la crise mondiale figurait au sommet de l'ordre du jour lorsque les confédérations syndicales de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela se sont réunies dans le cadre du Sommet syndical andin, en mars 2009. Les discussions ont porté sur les conséquences immédiates de la crise – fermetures d'usines suivies du licenciement en masse de millions de travailleuses et travailleurs dans la région andine et comment garantir la protection et la survie de ces personnes. Peu d'initiatives ont été menées pour garantir une répartition équitable entre tous de la richesse sociale et économique ou assurer un secteur public bien rodé, capable d'investir dans les personnes et les infrastructures. Les participants au Sommet syndical andin ont entériné un programme d'action pour un nouvel ordre économique où l'accent est mis sur le développement durable et une société inclusive, ouverte à une participation active des travailleurs à tous les niveaux de la prise de décision.

Lors d'une rencontre avec le président brésilien Lula da Silva en avril 2009, la Centrale unique des travailleurs (CUT) a abordé la situation de l'économie brésilienne, la recherche de nouvelles mesures en réponse à la crise et la protection de l'emploi et des salaires. Au cours de cette rencontre avec le président, la CUT a souligné, entre autres, la nécessité d'adopter une nouvelle loi sur le salaire minimum, qui constituerait, selon elle, un instrument particulièrement utile pour la distribution des revenus et le renforcement du marché intérieur.

**Colombie:
Revendication
d'un modèle de
développement
alternatif**

Victimes d'atteintes violentes à leurs droits syndicaux, les travailleuses et travailleurs colombiens doivent à présent aussi affronter les répercussions de la crise économique. Face au chômage profond et à la crise économique, la Confédération générale du travail (CGT) propose des négociations tripartites intensives pour parvenir à un modèle de développement alternatif qui garantisse la stabilité des salaires, des pensions et de l'emploi; un modèle qui contribue à une productivité et à une compétitivité accrues dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme et qui dynamise le monde du travail en accordant toute l'attention nécessaire à la construction, l'infrastructure et à la création de nouvelles entreprises et d'emplois.

Toujours au Brésil, dans l'État de Mato Grosso do Sul, la centrale Força Sindical et plusieurs organisations de la société civile ont créé un comité conjoint chargé d'élaborer des propositions en réponse à la crise et au chômage croissant, y compris ses répercussions adverses sur la population. Le comité a adressé une lettre ouverte aux dirigeants politiques dans laquelle il explique que le peuple n'est pas le coupable dans cette crise et que dès lors, les solutions ne doivent pas comporter de répercussions adverses sur le temps de travail, le taux salarial et les droits des travailleurs. Dans le Mato Grosso do Sul, les dépenses sociales et les investissements publics ont été élagués au moment même où le peuple en a le plus besoin. Et pour aggraver la situation davantage, les impôts sur les services publics essentiels comme l'eau, l'électricité et le transport ont été revus à la hausse au cours des derniers mois.

En avril 2009, des représentants de la centrale UGT (Union générale des travailleurs du Brésil) ont entamé une procédure au tribunal suprême fédéral demandant que la prorogation des chèques de chômage soit étendue à tous les salariés et pas seulement aux employés des industries métallurgique, mécanique, textile, chimique, automobile et du caoutchouc, tel qu'arrêté par le ministère du Travail. Depuis septembre 2008, plus de 700.000 travailleurs ont perdu leur emploi mais seuls 103.000 d'entre eux ont été déclarés éligibles à recevoir des prestations de chômage adéquates.



Le 1er mai 2009, environ 1,5 million de travailleurs sont descendus dans les rues de Sao Paulo pour manifester en faveur du travail décent et montrer leur détermination à lutter contre la crise économique. (Photo: Força Sindical).

En juillet 2009, la Centrale des travailleurs argentins (CTA) a amorcé une campagne nationale pour la ratification de la Convention n° 102 de l'OIT sur la sécurité sociale. La Convention n° 102 est le seul instrument international fondé sur les principes de base de la sécurité sociale qui établit des normes convenues à l'échelle mondiale dans les domaines des soins de santé, de la maladie, du chômage, du troisième âge, de l'emploi, des accidents du travail, de la famille, de la maternité, de l'invalidité et des prestations de survivants. Pour la CTA, il est essentiel que le gouvernement reconnaisse la nécessité d'instaurer un seuil minimum de sécurité sociale en ces temps de crise, c'est-

Investir dans les jeunes en Amérique latine:

Le ralentissement de la croissance en Amérique latine aura une incidence adverse sur l'emploi des jeunes et la réalisation de l'objectif du travail décent. Une étude de la Confédération syndicale des Amériques (CSA) relève le resserrement du crédit et la baisse des prix des biens exportables au nombre des facteurs ayant eu un impact négatif sur la situation de l'emploi des jeunes dans la région. La CSA insiste sur la nécessité de mettre en place des politiques économiques et sociales qui contribuent aux mouvements de crédits, à la stimulation de la demande, à la mise à niveau des compétences et à la promotion du capital humain pour les jeunes.

à-dire un seuil plancher qui fasse office d'outil de redistribution permanent en période de croissance, tout en prévoyant une protection économique et sociale en périodes de ralentissement.

Aux États-Unis, les 25 dernières années ont vu une stagnation des salaires, tandis que les investisseurs et les possesseurs de capitaux ont vu grossir leur part des profits. La dette et la dépense de consommation des ménages sont allées en croissant et ont maintenu l'économie étasunienne à flot jusqu'à son éclatement, déclenchant du même coup une crise financière et économique inédite depuis la Grande dépression des années 1930. Si un grand nombre de familles américaines peinaient déjà à joindre les deux bouts avant le ralentissement, dans un contexte où le droit de négociation collective subissait des attaques constantes, l'écart de revenu croissant ne cessera de se creuser à moins que des cadres de réglementation ne soient mis en place, conclut l'AFL-CIO (Fédération américaine du travail/Congrès des organisations industrielles) – ajoutant qu'il est intrinsèquement inacceptable que des personnes soient employées à des postes faiblement rémunérés, pratiquement dépourvus de prestations de santé et de sécurité de l'emploi.

Grèves d'occupation pour endiguer la crise de l'emploi dans le secteur forestier:

Le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP) affilié à la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (ICEM) a organisé sept grèves d'occupation ou sit-in dans les bureaux de plusieurs législateurs canadiens de premier plan. Le syndicat demande une aide financière en soutien à l'industrie forestière durement frappée au niveau fédéral, des protections à toute épreuve sur les pensions et la convocation d'un sommet national sur la crise du secteur forestier, qui ciblerait plus particulièrement les mesures de stabilisation et de régénération de l'emploi. D'après les estimations du SCEP, le secteur forestier aurait perdu pas moins de 55.000 emplois au cours des deux dernières années.



Photo prise lors d'un sit-in au bureau du député parlementaire canadien Jim Flaherty (Photo: CEP, www.cep.ca)

Aux États-Unis, les syndicats déploient des approches créatives et conjuguées pour faire face à la crise énergétique, garantir l'emploi et le retour au travail et faire bon usage des milliards de dollars provenant des plans de relance pour construire une croissance économique soutenable, tout en restaurant la justice pour les travailleuses et travailleurs. L'AFL-CIO est convaincue qu'il existe un potentiel sans précédent pour assurer une transformation économique fondamentale et mettre sur pied un nouveau modèle économique qui contribue à la relance économique et à une prospérité partagée. D'autre part, des emplois décents et respectueux de l'environnement peuvent contribuer à créer le genre de modèle réellement soutenable indispensable au bien-être économique. A cet égard, l'AFL-CIO s'est jointe à plusieurs autres syndicats pour lancer un Centre de promotion de l'emploi vert (Center for Green Jobs) qui a pour objectif de préparer les Américains à la prochaine génération d'emplois dans l'efficacité énergétique, la protection de l'environnement, la solarisation de bâtiments et le secteur de l'énergie renouvelable.

Le Congrès du travail du Canada (CTC) organise une campagne pour le changement intitulée: "Réveillez-vous"! C'est l'économie qui compte"²⁹. Cette campagne comporte trois parties: la première met en évidence l'érosion constante des droits des travailleurs durant les 25 dernières années, la deuxième présente un plan d'action pour stimuler l'économie, créer et protéger les emplois, les pensions et les services publics et la troisième examine dans quelle mesure le mouvement syndical pourrait jouer un rôle dans la lutte pour l'égalité et ainsi faire partie de la solution. D'après le président de la CTC, Ken Georgetti, le Canada a déjà perdu 406.000 emplois à temps complet depuis octobre 2008 et 1,55 million de Canadiens sont actuellement sans emploi; le taux de chômage atteignait 8,4 pour cent en mai 2009 – le taux le plus élevé des 11 dernières années. En réalité, à peine 46,8 pour cent des sans-emploi touchent des prestations d'assurance-emploi, et ce alors qu'ils ont déjà contribué au programme par leurs primes. Cette situation affecte des milliers de travailleuses et travailleurs, de même que leur famille et leurs communautés et relève manifestement d'une défaillance du système, dès lors que le filet de sécurité sociale auxquels les salariés devraient normalement pouvoir se raccrocher les laisse tomber en temps de crise. La campagne du CTC se poursuivra aux quatre coins du Canada, tout au long de 2009.

En Asie/Pacifique, les travailleurs s'emploient à protéger leurs postes et à reconstruire l'économie

La Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF) a mobilisé une journée de protestation nationale, le 15 juillet 2009, dans le but de convaincre le gouvernement de la nécessité d'augmenter la rémunération des salariés de l'industrie et du commerce en fonction de la hausse du coût de la vie et de permettre aux travailleuses et travailleurs d'exprimer leur mécontentement à l'égard des politiques antisociales du gouvernement. L'échec des partis politiques à concevoir une stratégie commune face à la crise économique suscite un mécontentement grandissant au sein de la population.

A l'occasion de son Congrès triennal, à Brisbane, en juin 2009, le Conseil australien des syndicats (ACTU) a présenté un nouveau plan pour la protection

Singapour: "Contrecarrer le ralentissement"

Le Congrès national des syndicats du Singapour (NTUC) est résolu à "contrecarrer le ralentissement" pour se doter d'une économie plus forte et plus résistante d'ici à la pleine reprise de l'économie mondiale. Ces efforts visent, en partie, à aider les travailleuses et travailleurs à conserver un emploi à travers le recyclage et le développement des compétences; à aider les femmes et les travailleuses et travailleurs plus âgés à réintégrer le marché de l'emploi et à renforcer le tripartisme, pour permettre la survie et la mise à niveau des entreprises, tout en sauvegardant un plus grand nombre d'emplois.

de l'emploi et des droits des salariés. Les syndicats sont fermement engagés à mettre en œuvre ce plan, qui appelle le gouvernement fédéral à corréliser les mesures de stimulation et les dépenses d'infrastructure avec l'aide aux industries locales. D'autre part, l'ACTU s'est déclaré en faveur de mesures pour la reconstruction de l'économie qui s'attaquent aux causes profondes de l'instabilité à l'origine de la crise économique mondiale, y compris une réglementation effective de l'activité commerciale et l'imposition de limites sur les appointements des cadres. Enfin, le Congrès a conclu qu'il était impératif d'envisager des réformes exhaustives afin d'assurer la protection des revenus et des avoirs pour les travailleurs et leur famille, y compris la protection des droits des travailleurs et des subsides aux entreprises dans les industries menacées et contraintes de réduire leur production.

La Confédération coréenne des syndicats (KCTU) s'inquiète de l'informalisation débridée de la main-d'œuvre depuis la première crise financière asiatique, qui risque désormais de s'exacerber. De fait, les travailleurs en situation précaire, sous contrat, à temps partiel ou indépendants représentent aujourd'hui la majorité de la main-d'œuvre en Corée du Sud. D'après le Bureau national des statistiques de Corée, en 2005, les travailleuses et travailleurs précaires constituaient pas moins de 56 pour cent de la main-d'œuvre salariée du pays. 70 pour cent de la main-d'œuvre féminine est composée de travailleuses précaires. Celles-ci touchent généralement un salaire inférieur, travaillent plus longtemps et ne reçoivent pratiquement pas de prestations hors salaire.

La Fédération des syndicats coréens (FKTU) et la Fédération des employeurs de Corée (KEF) espèrent pouvoir surmonter l'actuelle crise économique en organisant un forum de dialogue social visant à l'adoption de mesures d'urgence pour garantir la sécurité de l'emploi. D'une façon similaire, en février 1998, immédiatement à la suite de la crise financière asiatique,

Eviter la tragédie du chômage de longue durée chez les jeunes en Australie

Des mesures doivent être prises d'urgence pour éviter qu'une génération entière de jeunes australiens ne devienne la victime du chômage de longue durée résultant de la crise financière internationale. A l'heure d'envisager des restructurations et des stratégies de réduction des effectifs, il est impératif que les employeurs s'abstiennent de congédier les stagiaires et les apprentis dès les premiers signes de difficulté, car un licenciement pourrait les conduire à ne pas compléter leur formation et compromettre, par-là, leurs chances de décrocher un emploi décent. D'après les données les plus récentes, 91.000 jeunes australiens occupant des postes à temps complet ont perdu leur emploi en 2008. Cependant, grâce à la formation professionnelle, à l'éducation et au service de placement emploi, les jeunes peuvent être remis sur la bonne voie. "Nous devons faire en sorte que les jeunes qui se lancent dans la vie professionnelle ne soient pas évincés par la crise financière mondiale", a indiqué Sharan Burrow, présidente de l'ACTU. "Il serait tragique qu'une génération entière de jeunes Australiens soit prise au piège du chômage de longue durée et de la pauvreté à cause de cette crise".

des représentants tripartites avaient adopté un accord social pour tenter de surmonter les retombées de la crise économique. L'accord en question s'est révélé être un important catalyseur pour la relance économique et suscite, aujourd'hui, des attentes élevées quant au rôle du nouveau forum de dialogue social national.

La Confédération syndicale japonaise (JTUC-RENGO) n'a pas perdu de temps pour réagir à la crise et a, d'ailleurs, consacré tout un mois, en décembre 2008, à l'élaboration d'une stratégie en réponse à la crise. Lors d'un entretien avec le Premier ministre, des ministres et des hauts responsables du gouvernement, RENGO a demandé l'adoption immédiate de mesures de sauvegarde de l'emploi, pour s'attaquer au problème des travailleurs vulnérables et renforcer les filets de sécurité sociale. RENGO a mis sur pied un service d'assistance téléphonique pour fournir aux adhérents et aux étudiants récemment diplômés des conseils pour les aider à faire face aux pertes d'emploi, aux révisions baissières des salaires et à la baisse marquée des offres d'emploi.

L'Afrique n'échappe pas à la récession économique mondiale

La crise économique mondiale a ébranlé le continent africain. Le resserrement du crédit, la diminution des envois d'argent, la contraction des marchés d'exportation et la flambée des taux d'inflation, tous secteurs et toutes régions confondus, ont des répercussions tant sur les pays riches que sur les pays pauvres. Les modestes progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté en Afrique sont à présent menacés par le ralentissement de l'activité économique. Le FMI prévoit un déclin de la croissance en Afrique subsaharienne, qui passerait d'un peu moins de 5½ pour cent en 2008 à 1½ pour cent en 2009, avant de remonter à environ 3¾ pour cent en 2010 – ce qui reste inférieur au niveau de croissance antérieur à la crise³⁰. L'année dernière déjà, la flambée des prix des aliments et du carburant avait asséné un coup dur aux finances et aux bourses des ménages de millions de familles travailleuses en Afrique. Ces mêmes familles subissent à présent un nouveau choc, découlant cette fois d'une crise dans laquelle ils n'ont joué aucun rôle.

La CSI/Afrique estime que la crise a affecté un vaste éventail de secteurs économiques, y compris les mines, l'agriculture, le tourisme, les textiles et l'industrie manufacturière. Les fermetures d'usines, le renvoi ou l'annulation de projets sont désormais monnaie courante dans bon nombre de pays africains. Depuis le début de 2009, des milliers d'emplois ont disparu dans le secteur agricole dans différents pays africains, plusieurs milliers d'emplois ont été perdus dans l'industrie du tourisme au Kenya, en Tanzanie et au Mozambique, 36.500 postes ont disparu dans l'industrie automobile en Afrique du Sud, 5.000 dans l'industrie du diamant au Botswana, plus de 3.000 dans l'industrie du cuivre en Zambie – à noter aussi la perte de 11.000 emplois résultant de l'annulation de plus de 100.000 abonnements aux chaînes de télévision dans 22 pays africains.

Une nouvelle vision pour une bonne gouvernance et la justice sociale au Togo

Une nouvelle vision pour le mouvement syndical est en train d'être ébauchée au Togo, dans un souci de restaurer la bonne gouvernance et la justice sociale pour tous. La Confédération syndicale des travailleurs du Togo (CSTT) participe à la Coalition contre la vie chère, à l'instar de l'initiative menée à bien par les camarades burkinabés, cependant que les syndicats s'emploient à relancer le dialogue social pour assurer des services de santé, des conditions de travail sûres, des salaires décents et des pensions de retraite, aussi bien pour les travailleurs formels qu'informels.

Burkina Faso: la Coalition nationale contre la vie chère

En mars 2008, le mouvement syndical et la société civile au Burkina Faso ont mis sur pied la Coalition nationale contre la vie chère; les prix exorbitants des denrées alimentaires de base et du carburant les ont incités à créer cette coalition qui inclut également parmi ses principaux objectifs la lutte contre la corruption et la fraude et la dénonciation des restrictions systématiques au droit de grève et aux manifestations des travailleurs au Burkina Faso. La Coalition attire l'attention sur deux domaines essentiels où les travailleurs et le peuple sont mis à rude épreuve.

1. Les prix des produits céréaliers et autres denrées alimentaires de grande consommation n'ont pas été revus, et ce, en dépit d'une bonne saison agricole et d'une diminution des prix des denrées agricoles sur les marchés internationaux. En réalité, les prix de certains produits comme le sorgho, l'un des principaux produits céréaliers en Afrique, continuent à grimper.
2. Le rythme auquel le ralentissement économique affecte les conditions de vie des couches les plus défavorisées de la population. Pour le gouvernement et les partenaires sociaux, il s'agira de soutenir la relance de la production locale, pour préserver l'emploi tout en créant de nouveaux postes et poursuivre assidûment les efforts visant à l'instauration de programmes adéquats de protection sociale.



Photo prise lors d'une manifestation à Ouagadougou (Photo: Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina).

En Egypte, le Centre des services syndicaux et des travailleurs (CTUWS) a attiré l'attention sur un rapport publié en mai 2009 selon lequel, pour le quatrième mois consécutif, des milliers de travailleurs ont été congédiés dans les secteurs du tourisme, des filatures, du textile, de l'habillement et du cuir³¹. Le CTUWS a déclaré être particulièrement inquiet face à l'attitude de certains employeurs qui brandissent le prétexte de la crise mondiale pour exploiter leurs travailleurs et les spolie de leurs droits. Le rapport fait référence à de nombreux cas de travailleurs obligés d'effectuer des heures supplémentaires non compensées, à des contrats permanents convertis en contrats temporaires, à la suppression de primes de production, ainsi qu'à de nombreux cas de salaires retenus indéfiniment. Aussi, le CTUWS est-il convaincu de la nécessité croissante et

urgente d'activer les fonds d'urgence et de chômage prévus aux termes de la législation du travail et de la loi sur l'assurance sociale. A moins que le gouvernement égyptien ne commence à réagir au manque de responsabilité sociale et de travail décent, il y a fort à craindre que de nouvelles tensions et des réactions plus sérieuses surgissent au sein de la masse salariée.

Le Congrès des syndicats d'Afrique du Sud (COSATU) a participé à plusieurs réunions de haut niveau dans le cadre du Sommet du G20 à Londres et s'est réuni avec Kgalema Mothlanthe, alors président de la République, pour aborder, entre autres questions, les répercussions de la crise mondiale sur les salariés sud-africains; réductions salariales, déclin des exportations, chute des prix des matières premières et recul des secteurs manufacturier et minier. Les représentants de la COSATU étaient d'avis que le Sommet du G20 ne s'est pas suffisamment attaqué à l'économie réelle, aux problématiques sociales, au travail décent et à la réduction de la pauvreté, indiquant que COSATU continuerait à agir pour que les promesses faites par les gouvernements du G20 soient tenues au cours des mois à venir.

La Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FEDUSA) a attiré l'attention sur les restructurations projetées, notamment dans le secteur minier, qui entraîneront inévitablement des répercussions sociales à grande échelle. La FEDUSA est profondément inquiète pour les pertes d'emplois probables et les épreuves économiques résultant de la crise économique mondiale, de même que pour les défis que ces bouleversements supposeront pour la croissance en Afrique du Sud. En réponse, la FEDUSA a préparé une proposition intitulée "Weathering the Storm" ou "tenir le coup", qui vise à protéger les travailleurs contre les répercussions adverses de la crise sur l'économie réelle et à assurer que toutes les mesures possibles soient prises pour protéger les Sud-Africains, soutenir les entreprises productives et sauver les emplois. Les stratégies proposées incluent, entre autres: garantir des mouvements de crédits soutenables destinés à être investis dans l'économie; veiller à ce que

Pour une réponse globale et coordonnée à la crise lors de la Conférence de l'ONU

En juin 2009, une délégation du mouvement syndical international a participé à une conférence de trois jours de l'Organisation des Nations unies à New York sur le thème de la crise financière et économique mondiale et son impact sur le développement. Les syndicalistes ont insisté sur la nécessité de mettre en avant les recommandations du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT centrées sur l'investissement dans l'infrastructure publique, les programmes spéciaux pour l'emploi et la protection sociale et l'aide à la transition vers un modèle de croissance à faible émission en carbone, générateur d'emplois verts et décents. La délégation a fait pression sur les chefs d'État et de gouvernement afin qu'ils soutiennent les Recommandations contenues dans le rapport de la Commission Stiglitz, pour faire en sorte que les pays en développement disposent de l'espace politique nécessaire pour la mise en œuvre des mesures contre-cycliques préconisées dans le rapport, à l'abri des conditionnalités politiques funestes des IFI.



Photo prise lors d'une manifestation organisée par la centrale syndicale allemande Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB), le 16 mai 2009, à Berlin, avec le concours de la CES.

Roumanie: licenciements en masse sur toute la ligne

En Roumanie, 300 entreprises ont annoncé le licenciement de 34.000 salariés. Plus de 300 entreprises majoritairement privées ont annoncé qu'elles licencieraient 33.837 personnes en février, mars, avril et mai, d'après des renseignements provenant de l'Agence nationale pour l'emploi (ANOFM). Les secteurs les plus touchés sont l'extraction pétrolière et gazière, où 3.746 postes disparaîtront, la production de véhicules routiers (3.405 postes), la production de produits chimiques (3.335 postes), le génie civil (2.348 postes) et la construction de bâtiments (2.667 postes).

les acquis sociaux ne soient pas compromis par l'actuelle crise économique; créer un environnement macroéconomique stable où la priorité sera accordée à la croissance réelle et à la création d'emploi; promouvoir l'emploi dans le secteur public, plus particulièrement dans les projets d'infrastructure comme les écoles, les hôpitaux, l'approvisionnement en eau potable, les services sanitaires, le transport public et l'énergie.

Les compressions, les licenciements et un agenda social incohérent affectent tout le monde en Europe

Trois cent cinquante mille personnes sont descendues dans les rues de Berlin, de Bruxelles, de Madrid et de Prague du 14 au 16 mai 2009 pour réclamer une Nouvelle donne Sociale et demander aux gouvernements de placer « les personnes d'abord ». La mobilisation organisée par la Confédération européenne des syndicats (CES), en collaboration avec les syndicats belges, allemands, espagnols et tchèques a présenté un plan d'action ambitieux au Conseil et à la Commission européens, les appelant à investir pour créer des emplois plus nombreux et meilleurs dans le cadre de la relance économique. L'apport annuel d'un pour cent du PIB européen suffirait à couvrir les investissements nécessaires dans des nouvelles technologies écologiquement viables et soutenables, l'apprentissage continu, l'accès à une éducation de qualité pour les travailleurs, pour permettre à ces derniers de faire face aux épreuves de plus en plus importantes du marché du travail et une Nouvelle donne sociale pour renforcer les systèmes d'aide sociale et prévenir l'exclusion sociale.



Photo prise lors d'une manifestation organisée par les syndicats espagnols (CC.OO, UGT et USO), le 14 mai 2009, à Madrid, avec le concours de la CES.

Les pays d'Europe de l'Est, dont quelques-uns des derniers pays à avoir accédé à l'Union européenne, ont subi de plein fouet les effets de la récession économique mondiale; les cours des devises sont en chute libre et les crédits se tarissent, cependant que le FMI octroie des prêts d'urgence à grande échelle à plusieurs pays de la région. La confédération syndicale hongroise MSZOSZ a mobilisé plusieurs milliers de travailleurs dans les rues de Budapest en avril 2009. Les syndicats estiment que les nouvelles mesures

Bulgarie: Les personnes d'abord!

La Confédération des syndicats indépendants de Bulgarie (CITUB) a organisé une manifestation le 16 juin 2009, qui avait pour slogan "Les personnes d'abord!". A cette occasion, plusieurs milliers de personnes ont convergé sur la place de la Macédoine pour demander au gouvernement de tenir ses engagements budgétaires afin d'assurer le fonctionnement normal des systèmes de pension, de santé publique et d'éducation et de garantir la protection des travailleurs moyennant une révision à la hausse des prestations de chômage et de l'aide accordée aux familles qui éprouvent des difficultés à rembourser les crédits hypothécaires contractés pour l'achat de leur logement.

Albanie: les syndicats réclament des mesures anti-crise

Le 1er mai 2009, 3.000 personnes ont convergé sur la place principale de la capitale, Tirana, pour faire écho à l'appel lancé par les représentants de la Confédération des syndicats d'Albanie (KSSH) et diverses organisations de jeunes et de femmes, demandant une intervention urgente du gouvernement, en collaboration avec les syndicats, en vue de l'élaboration d'un train de mesures anti-crise, pour atténuer l'impact de la crise économique et financière sur l'économie albanaise.

économiques déployées face à la crise doivent être conçues de manière à prendre en charge les répercussions sociales pour les salariés et les retraités. Le message transmis au parlement préconisait un dialogue constructif pour assurer que les travailleurs soient consultés lorsque des décisions sont prises affectant les moindres aspects de leur vie.

Comité des femmes du CRPE: atelier de travail sur la crise

Le Comité des femmes du CRPE (Conseil régional paneuropéen) a organisé un atelier de travail à Sofia, Bulgarie, en mai 2009, pour explorer l'impact de la crise économique sur les femmes et l'informalisation de l'économie. Soixante participants et experts de l'OIT, de la CSI, de la CES et diverses ONG ont présenté les résultats de leur recherche sur les femmes et la crise économique, l'inégalité entre hommes et femmes en temps de crise, les femmes et l'économie informelle et les conséquences de la crise pour le travail domestique. L'atelier de travail a apporté une contribution importante au développement de stratégies syndicales sur la dimension sexospécifique de la crise.

D'après la centrale polonaise NSZZ "Solidarność", le gouvernement polonais néglige sérieusement ses responsabilités et ses obligations constitutionnelles envers ses citoyens en manquant d'apporter une réponse adéquate à la crise. Le gouvernement devrait se soucier de protéger les emplois, de protéger les couches les plus défavorisées et les plus vulnérables de la société, de maintenir le pouvoir d'achat des citoyens et de reconstruire un dialogue social entre les partenaires. Pour protéger les travailleurs contre les répercussions adverses de la récession économique, la Commission nationale du syndicat NSZZ "Solidarność" a lancé une campagne qui avait pour slogan "La solidarité contre la crise" et qui visait à réduire le risque de chômage et de perte de revenus, tout en encourageant les travailleuses et travailleurs à adhérer à un syndicat pour obtenir une sécurité accrue, outre la possibilité d'influencer la situation au travail.

En Ukraine, la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) a exprimé sa profonde inquiétude concernant les procédures et les conditions de prêt attachées à la facilité de crédit rapide du FMI. Pour éviter l'effondrement de son économie, le pays très endetté n'avait d'autre choix que de prendre des dispositions drastiques mais à quel prix? Un prêt de 16,4 milliards de dollars a été octroyé en novembre 2008 pour rétablir la stabilité financière et macroéconomique. Celui-ci devrait également tenir compte des dépenses sociales additionnelles requises pour répondre à l'impact de la récession sur la population. De fait, 0,8 pour cent du PIB est censé être destiné à la protection des catégories vulnérables. Le FPU signale, cependant, la révocation par le gouvernement de certaines prestations sociales vitales destinées à aider les familles nécessiteuses à prendre en charge les dépenses liées aux services publics essentiels. Par ailleurs, le gouvernement envisagerait d'augmenter de cinq ans l'âge de la retraite, qui est actuellement de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes. A l'heure actuelle, l'espérance de vie moyenne est de 68 ans à peine (62 ans pour les hommes), ce qui voudrait dire que 40 pour

Croatie: défendre les droits des personnes retraitées

Le 7 mai 2009, le Syndicat des personnes retraitées de Croatie (SUH), affilié à l'Union des syndicats autonomes de Croatie (UATUC), a donné le coup d'envoi d'une campagne pour la défense des droits des personnes retraitées. Cette campagne couvre toutes les provinces du pays. Les syndicats soutiennent que les pensions doivent être suffisantes pour permettre aux retraités d'avoir une vie décente, c'est-à-dire qu'une pension moyenne doit s'élever à au moins 60% du salaire moyen. La crise économique rend nécessaire l'instauration d'un programme de protection spécial pour les personnes retraitées, pour préserver la dignité de cette couche de la population, dont une grande partie se trouve en situation de précarité.

Pour la Lettonie - contre l'injustice

En juin 2009, quelque 7.000 personnes à Riga et 7.600 personnes dans diverses autres villes lettones ont participé à la manifestation « Pour la Lettonie - contre l'injustice », organisée par la Confédération des syndicats indépendants de Lettonie (LBAS), pour exprimer leur inquiétude face à la détérioration de la situation économique du pays.

cent des hommes et une femme sur dix n'atteindront pas l'âge de la retraite. Autrement dit, le gouvernement ukrainien a répercuté le fardeau de la crise et des difficultés économiques sur les plus pauvres.

L'Irlande, naguère surnommée le "tigre celtique" en raison de son boom économique spectaculaire, accuse un net ralentissement; les prévisions de croissance annuelle du PIB sont inférieures à ce qu'elles ont été depuis de nombreuses années et, pour la première fois en trois ans, le chômage a atteint un taux record de 11 pour cent, en avril 2009. L'effondrement de l'emploi est susceptible d'entraîner un taux de chômage approchant 17 pour cent en 2010, d'après le Congrès irlandais des syndicats (ICTU) et l'Economic and Social Research Institute. David Begg, secrétaire général de l'ICTU explique qu'il est peu probable que l'Irlande se redresse avant que l'économie mondiale elle-même ne se redresse et que cela supposera, en plus d'un système financier mondial intégralement remanié et adéquatement réglementé, un rééquilibrage des échanges commerciaux, une inversion de l'effet de levier de la dette du secteur privé et une dispersion de l'épargne excédentaire en Asie. L'Irlande devrait "déployer les ressources dont nous disposons de sorte à assurer que le poids de l'ajustement économique est atténué dans la plus grande mesure possible et pris en charge par ceux qui ont les épaules les plus larges" indique Begg, avant d'ajouter que les travailleurs irlandais "sont en droit d'attendre une protection de l'État en temps de crise".



Manifestations dans les rues de Dublin: En février 2009, 150.000 personnes sont descendues dans les rues de Dublin, créant la manifestation publique la plus importante à avoir vu le jour dans la capitale irlandaise depuis 30 ans. Les protestations portaient sur la tentative du gouvernement de déplacer le poids de la responsabilité et le fardeau de l'actuelle crise économique sur les épaules des petits et moyens salariés, ainsi que sur l'échec du gouvernement à apporter une solution effective à la crise croissante de l'emploi (© Irish Congress of Trade Unions).

En Islande, la croissance suivie du crash du système bancaire et de l'économie n'est pas seulement le résultat de l'effondrement des institutions financières étasuniennes. D'après la Confédération du travail (ASI), la vraie raison de la crise islandaise est à trouver dans de longues années de négligence en matière de prise de décision politique au niveau des gouvernements national et municipaux et de la Banque centrale islandaise. L'ASI avait d'ailleurs averti le gouvernement, à maintes reprises, que l'effondrement de la devise nationale

Finlande: appel à une action européenne concertée contre la crise

La Confédération des syndicats des professionnels académiques de Finlande (AKAVA) veut voir l'UE instaurer davantage de règles communes fixant des seuils minimums européens concernant la législation du travail, la santé et la sécurité des travailleurs et l'égalité dans la vie professionnelle. L'AKAVA propose que l'UE agisse dans quatre domaines en particulier: améliorer la qualité de la vie professionnelle, hausser le niveau des compétences, promouvoir de nouveaux emplois "cols verts" et mettre l'économie sur la voie de la croissance soutenable – autant de mesures indispensables pour surmonter la récession et relever les défis de la mondialisation.

n'était qu'une question de temps et que celle-ci aurait des conséquences désastreuses pour l'inflation et l'emploi. Toujours est-il que dans un laps de temps extrêmement court, septembre-octobre 2008, trois banques se sont effondrées, la valeur de la couronne islandaise a chuté de plus de 70 pour cent et le marché boursier a perdu plus de 80 pour cent de sa valeur. Pour une économie de petite taille comme l'Islande, de surcroît totalement dépendante des importations, cette crise a très vite pris des proportions alarmantes. Depuis le début de la crise, les syndicats, tant du secteur public que privé, ont déclaré qu'ils étaient disposés à collaborer avec les employeurs à la recherche d'un consensus sur la meilleure façon de soutenir le marché du travail. Pour répondre aux entreprises qui auraient autrement congédié 20-25 pour cent de leurs effectifs, il a fallu recourir à des mesures radicales, y compris la réduction du temps de travail pour tous les salariés à 70-80 pour cent des heures effectuées avant la crise. Le taux de chômage a, néanmoins, accusé une hausse de 0,8 à 8,5 pour cent en quelques mois à peine. Par ailleurs, l'effet immédiat de la crise sur les particuliers se décline sous forme de pertes liées aux épargnes et d'une hausse dramatique de la dette privée, attribuable à l'indexation des prêts de logement sur le taux d'inflation, la dévaluation de la couronne et une inflation galopante.

Réactions à la crise en Suède et au Danemark:

Les travailleurs du métal et de l'industrie en Suède ont négocié un accord-cadre avec leurs employeurs prévoyant des mises en congé temporaires et des programmes de formation, dont le but est d'éviter de nouvelles pertes d'emploi. L'accord-cadre permet la négociation d'accords à l'échelon local en vue de la réduction des heures de travail et, subséquemment, des salaires, avec une limite de 20 pour cent de réduction du temps de travail et du salaire. La non-adoption par le gouvernement d'une politique active de marché du travail et les révisions baissières des prestations sociales des travailleurs affectent particulièrement les personnes qui perdent leur emploi et c'est ce qui a forcé l'IF Metall à recourir à des mesures aussi draconiennes.

La Confédération danoise des syndicats (LO) propose, pour sa part, que les travailleurs aient la possibilité de s'inscrire à des programmes d'apprentissage continu ou à des cours complémentaires durant cette période de ralentissement économique et de restructuration des entreprises. Les personnes sans emploi, dont le nombre ne cesse de croître, requièrent plus de formations, de qualifications et de compétences afin d'être mieux équipées pour la recherche de nouvelles ouvertures à l'heure de réintégrer le marché de l'emploi.

Le Congrès des syndicats (TUC) de Grande-Bretagne a lancé un avertissement concernant l'impact disproportionné de la récession économique sur les jeunes, qui font partie des catégories les plus durement frappées. La crise pousse des milliers de jeunes diplômés à se battre pour des emplois non diplômés – entraînant, par-là, une hausse du chômage chez les non diplômés et une pression baissière supplémentaire sur les salaires. Le TUC propose que l'âge pour accéder au taux de salaire minimum adulte soit baissé de 22 à 18 ans, partant de la logique qu'une telle mesure accélérerait le processus de relance économique du fait que l'augmentation des revenus disponibles pour

Autriche: les syndicats proposent un plan exhaustif de relance du marché de l'emploi

La centrale syndicale autrichienne ÖGB (Österreichischer Gewerkschaftsbund) a présenté au gouvernement un plan de relance du marché de l'emploi qui vise à impulser l'investissement à long terme dans la promotion des compétences et des qualifications de haut niveau pour les travailleurs jeunes et plus âgés.

les personnes à faibles revenus est l'une des meilleures façons d'impulser la demande et contribuera à une stabilité accrue sur le long terme. Si les personnes de 18 ans peuvent voter, se marier et s'engager à l'armée, il n'y a pas de raison qu'elles n'aient pas droit au même traitement salarial.

Des jeunes marqués à vie par le chômage au Royaume-Uni

Le taux de chômage chez les jeunes atteint son niveau le plus élevé depuis 15 ans, d'après les dernières statistiques du marché de travail publiées par le Bureau des statistiques nationales (Office for National Statistics - ONS) du Royaume-Uni, qui relèvent un taux de chômage de 16,6 pour cent en février-avril 2009 chez les 18-24 ans. La situation se détériorera de plus belle au cours des mois prochains, quand des millions de jeunes en fin de scolarité ou diplômés se mettront à la recherche d'un emploi. Secrétaire général du TUC, Brendan Barber insiste sur la gravité de la situation: "Le chômage laisse une marque permanente sur la vie des jeunes et le gouvernement doit faire tout ce qu'il peut pour empêcher que le chômage ne détruise la vie de toute une nouvelle génération".

Un appel a été lancé par une coalition de syndicats français (CFDT, CFTC, CGT, CGT-FO et UIR-CFDT) en faveur du rétablissement des mesures sociales au cœur des politiques économiques du gouvernement. Cela fait bien trop longtemps que le secteur public et l'État-providence ont été relégués au second plan en France et le mouvement syndical appelle désormais à ce que des mesures urgentes soient prises pour contrecarrer les pertes d'emplois massives et augmenter les dépenses publiques en matière sociale. Pour remettre l'économie française sur les rails, les syndicats proposent que le pouvoir d'achat des salariés soit augmenté pour renforcer la demande et que les mesures économiques adoptées en réponse à la crise favorisent le développement durable. D'après les syndicats, faute d'un engagement sérieux en faveur d'une augmentation du salaire minimum, de filets de sécurité sociale plus larges et plus souples et d'un programme ambitieux pour s'attaquer à un marché de l'emploi divisé, avec d'un côté des emplois décents permanents et de l'autre, des emplois non protégés et de courte durée, les réponses immédiates et structurelles à la crise manqueront d'atteindre l'objectif voulu.

Les jeunes travailleurs sont particulièrement menacés. En France, le taux de chômage chez les jeunes de 15-24 ans atteint 21 pour cent et à moins que des mesures ne soient prises en vue de l'intégration active des jeunes au marché du travail, par exemple à travers une augmentation des postes en apprentissage et l'enseignement post-scolaire pour les jeunes, une grande partie de la prochaine génération finira en situation précaire. D'autre part, le chômage "à temps partiel" est en progression. La législation française permet aux employeurs de réduire le temps de travail des salariés à moins de 35 heures/semaine si l'entreprise se trouve en situation financière critique ou si une restructuration est envisagée. Dans une conjoncture comme celle-ci, les syndicats craignent que de telles mesures temporaires puissent être exploitées par les patrons pour faire basculer des travailleurs normalement salariés vers le système de chômage en évitant la rupture de contrat.

FNV Jeunes: se battre pour ne pas perdre une génération

L'organisation des jeunes de la Fédération syndicale néerlandaise (FNV) exhorte le gouvernement et les partenaires sociaux à accorder la priorité à l'emploi des jeunes, pour éviter le risque d'une "génération perdue", à présent que le chômage croît à un rythme effréné. FNV Jeunes propose l'instauration d'une garantie d'accès à l'emploi ou à l'éducation à l'intérieur d'un délai de 6 mois pour les jeunes sans emploi et a présenté son projet au ministre de la Jeunesse et des Familles.

G8: pressions syndicales en faveur d'un ordre du jour centré sur l'emploi

Plusieurs représentants de la CSI et John Evans, secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-OCDE), ont pris part au Sommet du G8, qui s'est tenu en juin 2009, en Italie. A cette occasion, ils ont eu des entretiens avec des ministres du pays hôte, en l'occurrence l'Italie, y compris le Premier ministre Silvio Berlusconi et le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva. Leurs discussions ont porté sur l'emploi et la relance de l'économie.

La CSC-OCDE, la CSI et ses partenaires du groupement Global Unions s'inquiètent de l'intensification de la crise, le chômage augmentant considérablement partout dans le monde, et du risque de déflation salariale sous la pression de la concurrence après une baisse de la demande dans l'économie mondiale. "Tant que le travail décent ne deviendra pas l'un des principaux objectifs lors de la prise de décisions économiques, les faiblesses qui ont conduit à la crise persisteront et mettront en danger toute reprise éventuelle", a indiqué Evans. Malheureusement, le Sommet a manqué de déboucher sur des propositions concrètes sur comment débloquer les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs afférents à l'emploi et à la protection sociale.

Deux des principales confédérations espagnoles, nommément la Confédération syndicale des commissions ouvrières (CC.OO) et l'Union générale des travailleurs (UGT), se sont jointes à leurs camarades portugais de l'Union générale des travailleurs du Portugal (UGT-P) et de la Confédération nationale des travailleurs du Portugal (CGTP) pour une manifestation organisée conjointement à la frontière hispano-portugaise, en juin 2009. Les syndicats ont formé un front uni pour démontrer que les deux pays étaient en proie à la même détérioration des conditions du travail et aux mêmes vagues de licenciements massifs résultant de la crise. Sous le slogan « pour un travail décent et contre le chômage », les manifestants ont appelé les gouvernements des deux pays, ainsi que les institutions européennes à mettre en œuvre des mesures de restructuration urgentes pour combattre l'exclusion sociale et les difficultés économiques croissantes auxquelles se trouvent confrontés des millions de travailleurs sans emploi.

IV. Le chemin de la relance: Une stratégie syndicale pour répondre à la crise

La première réponse de la CSI: Les syndicats à la session du G20 à Washington, novembre 2008

Les gouvernements des grandes puissances économiques mondiales ont tardé à réagir de façon coordonnée, jusqu'à la décision des leaders des pays du G20 de convoquer un « Sommet sur la crise », à Washington, le 15 novembre 2008. La CSI a saisi l'occasion pour organiser une série de réunions syndicales parallèles, en collaboration avec la CSC-OCDE et sous les auspices de l'AFL-CIO, y compris des réunions avec des leaders du G20 et des hauts représentants du FMI et de la Banque mondiale, le but étant d'intensifier le plaidoyer à l'appui des propositions syndicales en réponse à la crise.

Les dirigeants syndicaux des pays du G20 ont rencontré la direction du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que plusieurs chefs de gouvernements et responsables gouvernementaux, dont le Président du Brésil, Lula da Silva, le Premier ministre du Japon, Taro Aso, et le Premier ministre australien, Kevin Rudd. Auparavant, des réunions portant sur ce même sommet de crise avaient eu lieu entre des syndicats et les Premiers ministres britannique et espagnol, et le Président français dans leurs pays respectifs.

Les discussions entre les dirigeants syndicaux et les chefs de gouvernement ont examiné les approches possibles en vue d'une relance coordonnée de l'économie réelle, la réglementation des marchés financiers mondiaux, l'établissement d'un nouveau dispositif international de gouvernance économique et d'une stratégie pour lutter contre l'inégalité croissante dans le monde. Les chefs d'État ont marqué leur accord ou leur intérêt pour bon nombre des propositions syndicales et ils se sont largement montrés favorables à la revendication des syndicats en faveur de la participation de la main-d'œuvre aux discussions qui esquisseront une nouvelle architecture financière mondiale.

Le mouvement syndical international appelle les dirigeants mondiaux et les institutions internationales à mettre au point une stratégie pour, en premier lieu, faire face à la crise et, ensuite, construire une économie mondiale plus juste et plus soutenable pour les générations futures. La stratégie, présentée ici dans ses grandes lignes, doit:

- faciliter la mise en œuvre d'un plan de relance et d'un programme de croissance durable ayant un impact maximum sur la création d'emplois par l'investissement public, des politiques actives du marché du travail, la protection des plus vulnérables par le renforcement des filets de sécurité sociale, l'investissement dans « l'économie verte » pour faciliter le passage de

Il faut définir d'urgence une stratégie de relance axée sur l'emploi, coordonnée à l'échelle internationale; une stratégie autrement plus cohérente que celle qui nous est proposée aujourd'hui.

l'économie mondiale à une croissance à faible émission de carbone. Faciliter l'accès des économies émergentes et en développement aux ressources et aux marges de manœuvre politiques leur permettant de poursuivre des stratégies contre-cycliques;

- restaurer la confiance et le crédit dans le système financier et, partant de là, établir de nouvelles règles et de nouveaux mécanismes pour contrôler la finance mondiale avec l'entière participation des parties prenantes;
- combattre les risques de déflation salariale et inverser la tendance à l'accroissement des inégalités de revenu en étendant la couverture des conventions collectives et en renforçant les institutions salariales afin d'établir un seuil de décence sur le marché du travail;
- préparer le terrain pour un traité ambitieux sur le changement climatique lors de la COP15 à Copenhague, en décembre 2009;
- établir un référent juridique composé de normes et d'instruments des organisations internationales économiques et sociales – l'OIT, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC et l'OCDE – réformer ces mêmes institutions et instaurer une gouvernance économique mondiale qui soit efficace et responsable.

Point 1: Vers une relance coordonnée et une croissance plus soutenable de l'emploi et des revenus

La nécessaire coordination

La priorité numéro un des dirigeants mondiaux doit être de rétablir la confiance en interrompant la chute de la croissance mondiale et en inversant le déclin de l'emploi. Les gouvernements doivent prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin et user de leur pouvoir d'influence sur les banques pour raviver le marché du crédit et apporter de nouvelles liquidités. Depuis novembre 2008, la plupart des pays du G7 et d'autres du G20 et au-delà ont annoncé ou adopté des mesures budgétaires pour stimuler la croissance. L'effet de ces mesures sur l'emploi et la croissance serait démultiplié si seulement elles étaient coordonnées et complémentaires au niveau international³². Une telle coordination se fait attendre: le plan de relance américain représente au moins 2% du PIB par an, alors que ceux annoncés début février 2009 par les européens représentent moins d'1% du PIB de l'Union. Il est grand temps que les actuels "passagers clandestins" agissent et prennent des mesures coordonnées pour stimuler l'économie mondiale – ceux ayant des excédents commerciaux en tête. Nous réitérons notre appel en faveur d'un plan de relance mondial à hauteur de 2% au moins de la production mondiale. Les banques centrales doivent poursuivre la baisse des taux et entamer un relâchement quantitatif de la politique monétaire pour que l'investissement public puisse être financé à moindre coût.

Compte tenu de la menace d'une crise prolongée de l'emploi, il faut définir d'urgence une stratégie de relance axée sur l'emploi, coordonnée à l'échelle internationale; une stratégie autrement plus cohérente que celle qui nous est proposée aujourd'hui. Le mouvement syndical international s'inquiète du

En période de récession, investir dans la protection sociale et dans les transferts vers les services des collectivités locales, dont l'éducation et la santé, aura deux fois plus d'effet que des réductions d'impôts.

déséquilibre géographique, du manque d'attention à l'emploi, de l'ampleur insuffisante et de la lenteur dans la mise en oeuvre des plans de relance budgétaire adoptés à ce jour³³. Or, comme il est indiqué dans le chapitre I, d'après une étude de l'OIT sur les réponses à la crise d'une quarantaine de pays, les mesures budgétaires n'accordent pas une importance suffisante à l'emploi et la protection sociale. Seule la moitié des pays étudiés a annoncé des mesures de stimulation du marché du travail. Par ailleurs, ils ne se sont attaqués, ni à la protection sociale, ni à l'effondrement de l'épargne retraite individuelle. L'impact de la crise se fait surtout sentir par les salariés des régimes non-garantis à 'contribution définie' qui n'apportent aucune sécurité lors du passage à la retraite³⁴.

Des dépenses publiques ciblées sur l'emploi

Les plans et les mesures de relance doivent également être ciblées afin d'agir au maximum sur la croissance et l'emploi. Il nous faut une nouvelle cartographie de l'économie permettant d'identifier les secteurs à fort potentiel de croissance. Les gouvernements devraient proposer des programmes d'investissements dans l'infrastructure qui stimulent la croissance de la demande à court terme et augmentent celle de la productivité dans l'économie réelle à moyen terme. Des mesures doivent être prises pour soutenir le pouvoir d'achat des bas salaires, dont ceux des ménages à revenu unique qui souvent sont dirigés par une femme. C'est en mettant plus d'argent dans la poche des ménages à faible et moyen revenu que l'on stimulera l'économie, car ce sont bien eux qui seront plus enclins à dépenser rapidement tout supplément de revenu disponible, permettant ainsi de battre de vitesse la récession. On peut y parvenir par la hausse des prestations, par des programmes de création directe d'emplois et par la fiscalité. Les ressources ne doivent pas être gaspillées dans des réductions d'impôts indiscriminées et inefficaces: en période de récession, investir dans la protection sociale et dans les transferts vers les services des collectivités locales, dont l'éducation et la santé, aura deux fois plus d'effet que des réductions d'impôts.

Les marchés du travail sont pris en tenailles par la crise et le chômage continuera d'augmenter au cours des premiers mois de 2009. Ils devraient atteindre des nombres à deux chiffres dans l'ensemble des pays de l'OCDE d'ici la fin de l'année, et s'y maintenir en 2010 et en 2011. Les jeunes, en particulier, sont frappés de plein fouet, avec des taux de chômage supérieurs à 20 % dans nombre de pays de l'OCDE et ailleurs dans le monde. Les milliers de jeunes qui vont terminer leurs études cet été risquent fort d'être condamnés à l'inactivité. Le manque de confiance des acteurs du monde économique se traduit par la poursuite des licenciements au deuxième trimestre 2009 et le spectre du chômage de longue durée va planer sur toutes les catégories de population. Les enseignements des crises précédentes indiquent que les marchés du travail réagissent avec un temps de retard à la reprise économique et que toute tendance à une hausse significative du chômage, et notamment celui de longue durée, est extrêmement difficile à inverser. Tout porte à croire à une récession prolongée du marché du travail.

Des investissements verts, des emplois verts

Le moment ne sera jamais plus opportun pour lancer un "New Deal" écologique tel que préconisé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ). "L'emploi vert" exige de la part des gouvernements des efforts d'investissements de grande ampleur dans les infrastructures écologiques, telles que l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables – stimulant ainsi la création d'emplois hautement qualifiés dans plusieurs secteurs – ainsi qu'un changement d'échelle dans les ressources financières pour la recherche et développement, la diffusion de nouvelles technologies et des programmes de formation professionnelle. La mise en œuvre de l'agenda "Emplois Verts" contribuerait à la création de millions de nouveaux emplois respectueux de l'environnement dans le monde entier, tout en attirant l'attention sur la nécessité de garantir une transition juste et équitable pour les travailleurs et leur famille, touchés par les changements climatiques et les décisions gouvernementales de réduire les émissions de carbone.

Des services publics de qualité

L'élaboration d'un nouveau modèle de développement économique passe par l'investissement dans des services publics de qualité – éducation, santé, hygiène et eau, droit, sécurité – et dans une protection sociale pour tous. L'investissement dans des services publics de qualité peut contribuer de manière décisive à la cohésion et l'équité sociale et, associé à une application juste et efficace de la législation et de la réglementation, constitue le fondement de sociétés démocratiques saines.

L'heure est à l'investissement dans les personnes – dans leur éducation et leur santé, dans les soins aux plus jeunes et aux plus âgés. Compte tenu de l'accélération des pertes d'emplois dans les industries touchées par la crise, il y a une logique à vouloir investir dans l'éducation et la formation pour soutenir le transfert des salariés vers les secteurs en manque de main d'œuvre. Dans la santé et les soins par exemple, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime les besoins supplémentaires à 4,2 millions d'emplois dans le monde entier, notamment en raison du vieillissement des populations. Dans l'éducation, environ 18 millions de nouveaux enseignants doivent être formés pour atteindre l'objectif d'accès à l'éducation primaire de qualité pour tous les enfants en 2015. Des millions d'enseignants et d'instructeurs supplémentaires sont nécessaires à la formation professionnelle pour soutenir l'économie réelle et pour réinsérer les salariés dans des économies en mutation. De plus, les gouvernements doivent redoubler d'effort pour réduire la pauvreté parmi les femmes, qui aujourd'hui constituent la majorité des populations pauvres.

Des politiques actives du marché du travail

La priorité doit être de maintenir les gens au travail, la population active et les salariés en activité. Pour refreiner l'accroissement du chômage de par le monde, Des politiques actives du marché du travail ont un rôle crucial à jouer; et pourtant ces politiques ne représentent qu'une part infime des programmes de relance adoptés par la plupart des pays (tel que détaillé au chapitre I). Des programmes doivent être mis en œuvre pour réduire les risques du chômage et de baisse de salaire, et pour générer des allocations de revenu. En cette période difficile, les entreprises doivent faire preuve de responsabilité sociale et maintenir leurs

La crise constitue à la fois une obligation et une occasion de mettre en place des dispositifs de protection sociale décents.

salariés le plus longtemps possible. A l'OIT, les salariés, les gouvernements et les employeurs ont convenu ensemble que "la restructuration doit se fonder sur le dialogue entre direction, syndicats et représentants des travailleurs."³⁵. Les entreprises touchant des aides publiques doivent respecter les accords avec les pouvoirs publics et les syndicats pour des plans de restructuration incluant la réinsertion et la formation professionnelles.

Les gouvernements doivent mettre en place des politiques du marché du travail qui:

- découragent les entreprises de recourir aux licenciements au moindre signe de difficulté et aident celles qui ont des problèmes temporaires de trésorerie;
- mettent l'accent sur les personnes les plus touchées par la crise comme les jeunes, les travailleurs âgés et non qualifiés, les travailleurs temporaires et à temps partiel, les femmes et les migrants;
- renforcent les moyens pour éliminer les écarts de salaires homme-femme, estimés à plus de 22%³⁶;
- génèrent des allocations de revenu notamment par l'élargissement des indemnités de chômage;
- garantissent le respect sans condition des normes nationales et internationales en matière de droit des salariés licenciés;
- favorisent l'investissement dans les personnes et l'offre de formation afin de faciliter l'acquisition de nouvelles compétences pour les travailleurs de tout âge;
- garantir aux travailleurs migrants les mêmes droits que ceux des autres citoyens dans la mesure où leur stigmatisation non seulement alimente la xénophobie mais aggrave aussi la pauvreté.

Soutenir les économies émergentes et en développement

Alors que le chômage est à la hausse, dans le monde la plupart des travailleurs n'ont pas de droit aux indemnités de chômage lorsqu'ils perdent leur emploi; ils ne peuvent compter que sur leurs propres économies ou sur le soutien de leur famille lorsqu'ils deviennent âgés. La crise constitue à la fois une obligation et une occasion de mettre en place des dispositifs de protection sociale décents qui pourront faire office de stabilisateurs automatiques dans les pays qui n'en disposent pas actuellement quel que soit leur niveau de développement.

L'augmentation des revenus des travailleurs et l'expansion des systèmes de protection sociale sont fondamentales pour le redressement des économies émergentes qui, jusqu'à présent, ont reposé leur forte croissance sur les exportations qui aujourd'hui s'effondrent sur les principaux marchés. Le redressement économique de ces pays, et la poursuite d'une croissance durable et soutenable à long terme dépendront de leur capacité à accumuler une solide demande intérieure. Cela passera par une amélioration du respect des droits des salariés pour que les syndicats puissent négocier des augmentations salariales en ligne avec les gains de productivité, ainsi qu'une

protection sociale plus large notamment dans les retraites et l'accès aux soins. De telles stratégies permettront de corriger les "déséquilibres mondiaux" dans le commerce et les flux financiers et de renverser la tendance à la croissance des inégalités qui touchent nombre de ces pays.

Alors que les économies émergentes et industrialisées travaillent au redressement, il y a un réel risque de voir les pays à bas revenu laissés sur le bas côté. Les pauvres sont encore sous le coup de la crise alimentaire. Avec la récession, les effets continuent de se faire sentir, ce en dépit d'une modération des prix alimentaires et des matières premières sur les marchés mondiaux: des données récentes de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) montrent que dans plus de 80 pour cent des pays, les prix des aliments sont plus élevés aujourd'hui qu'il y a un an – quand la crise alimentaire battait son plein. La crise économique et la chute des revenus qui l'accompagne aggraveront les effets de la crise alimentaire, les plus touchés étant les pauvres ruraux et urbains, les paysans sans terre, les ménages dirigés par une femme et ceux mis au chômage récemment, dont des travailleurs migrants. Le maintien et le relèvement de l'aide publique au développement (APD) sont une nécessité absolue. Les budgets APD, notamment pour les pays les moins avancés (PMA), doivent être maintenus par l'adoption d'un calendrier contraignant pour atteindre l'objectif de 0,7% du PIB. Les gouvernements doivent maintenir la sécurité alimentaire sur l'agenda politique et travailler ensemble pour une agriculture robuste et de long terme qui permette un accès abordable, sécurisé et durable à l'alimentation.

Si la plupart des pays émergents et en développement continuent à appliquer des politiques budgétaires pro-cycliques, c'est en raison des pressions exercées par les institutions financières internationales (IFI) qui prêchent la "discipline budgétaire" par temps de crise. Ceci est en contradiction avec les engagements par le G20 à Londres en faveur d'une assistance des IFI qui soit "contre-cyclique". La communauté internationale doit soutenir des plans de relance expansionnistes dans les pays en développement pour prévenir toute augmentation de la pauvreté et pour contribuer à la demande mondiale. Les banques de développement régionales et multilatérales et les autres agences internationales ont un rôle important à jouer pour que toutes les régions prennent part à l'effort de redressement. Cela nécessite à la fois une augmentation de l'assistance financière des IFI et des pays donateurs, mais aussi la fin des conditionnalités économiques tant néfastes qui sont adossées à leurs aides. Les IFI doivent étendre les initiatives de réduction de la dette et doivent réformer leur propre gouvernance afin que les pays les plus concernés par leur action aient voix au chapitre dans la détermination de leur politique.

La voix des pays les plus pauvres doit être mieux représentée et entendue dans les institutions et processus internationaux. Les gouvernements des économies émergentes et en développement doivent participer pleinement dans les institutions d'un nouvel ordre économique. En particulier, la Banque mondiale dont l'attention est centrée sur les pays en développement, doit leur donner des droits de vote égaux à ceux des pays industrialisés, des droits fondés sur des critères économiques mais aussi sociaux. Le FMI est tout aussi en mal de réformes et doit changer sa structure de gouvernance pour en accroître

Le Fonds et la Banque Mondiale doivent arrêter des conditionalités imposées aux pays en développement et émergents qui les poussent à mener des politiques pro-cycliques. Bien au contraire, c'est la réalisation de l'objectif de travail décent et le respect des normes fondamentales du travail qui doivent être à la base des nouveaux accords.

la représentation des pays 'clients' à bas revenu et de celle des économies émergentes dont le rôle dans l'économie mondiale s'est accru ces dernières années. Le G20 s'est d'ores et déjà engagé à augmenter les ressources aux IFI³⁷. Pour autant, la contrepartie doit être l'arrêt des conditionalités imposées par le Fonds et la Banque Mondiale aux pays en développement et émergents qui les poussent à mener des politiques pro-cycliques. Par exemple, les accords négociés avec plusieurs pays en vue de prêts d'urgence du FMI depuis octobre 2008 comportent des clauses sur des pics de taux d'intérêt, la réduction des salaires et des retraites, l'augmentation des tarifs des services publics et la privatisation des entreprises publiques. Plusieurs accords imposent l'obligation de réformer les systèmes de protection sociale pour en exclure ceux qui ne font pas partie des plus vulnérables. Bien au contraire, c'est la réalisation de l'objectif de travail décent et le respect des normes fondamentales du travail qui doivent être à la base des nouveaux accords. Les organisations régionales telles que l'Union Africaine, l'ASEAN, et l'Organisation des États Américains doivent avoir une place au G20 à l'instar de la Commission européenne.

Restaurer le soutien public au système commercial multilatéral

L'effondrement du commerce international alimente la récession mondiale, les pays les plus dépendants des marchés à l'exportation étant ceux dont les chutes du PIB sont les plus brutales. Cet effondrement est dû essentiellement au déclin de la demande mondiale, et non à l'introduction de nouvelles restrictions au libre-échange. Toute tentative qui consisterait à réduire les salaires pour maintenir la compétitivité court le risque d'une spirale négative de la demande mondiale et contribuerait à la déflation générale; elles doivent être neutralisées. C'est bien par la réelle coordination au niveau mondial des mesures de relance de la demande que la résolution de la crise se fera – et certainement pas par des dévaluations compétitives.

Le commerce peut stimuler la croissance, le redressement et le développement, mais seulement à certaines conditions. En effet, pour rétablir la légitimité du système commercial international et l'appui du public en sa faveur, pour conclure le cycle de Doha des négociations commerciales, c'est bien l'amélioration du respect des droits fondamentaux des travailleurs dont il est question, mais aussi de permettre aux pays en développement d'accéder au redressement économique, à l'emploi décent, au développement industriel et, si nécessaire, au contrôle des transactions financières à court terme. Les pays à faible revenu doivent aussi pouvoir accéder à des instruments de protection contre la volatilité des marchés de matières premières, dont des mécanismes compensatoires et des stocks de régulation.

Point 2: De nouvelles réglementations pour les marchés financiers mondiaux

La déréglementation génératrice de financiarisation de l'économie mondiale a dévasté l'économie réelle, l'emploi et les moyens de subsistance de millions de salariés à travers le monde. Le monde doit poursuivre sur la voie du retour à la réglementation des marchés financiers afin que ces derniers reviennent à leur rôle légitime de financement de l'économie réelle au lieu d'alimenter un

Le monde doit poursuivre sur la voie du retour à la réglementation des marchés financiers afin que ces derniers reviennent à leur rôle légitime de financement de l'économie réelle au lieu d'alimenter un casino financier planétaire.

casino financier planétaire. Si les engagements pris lors du sommet du G20 à Londres constituent des progrès, ils restent à être concrétisés au niveau national. De plus, ces engagements ne couvrent pas des enjeux pourtant cruciaux comme la réglementation des fonds de pension, la protection des consommateurs et la finance solidaire. Le plan d'action en huit-points des organisations syndicales internationales (détaillé aux pages suivantes) n'est toujours pas pris en compte.

Restaurer la confiance, nationaliser les banques

Le sauvetage des banques coûte au contribuable trois à dix fois plus que les plans de relance et pour des résultats bien maigres à ce jour: les marchés du crédit ne fonctionnent toujours pas comme ils devraient le faire et il subsiste beaucoup d'incertitudes quant au risque auquel le contribuable s'expose et à son accès aux plus-values lorsque la reprise aura lieu. Les gouvernements ont traité le problème d'insolvabilité des banques en grande partie en ayant recours au transfert des actifs toxiques vers des entités publiques, plutôt que de prendre des parts au capital des banques. Cette solution ne garantit ni la transparence ni la reconnaissance pleine et entière des pertes par les banques ainsi aidées dans la mesure où elle dépend du bon vouloir des banquiers à coopérer et à ouvrir les comptes. D'autre part, une telle option ne permettra ni de séparer les "bons" des "mauvais" actifs, ni de restaurer la confiance, elle ne fera qu'aggraver les finances publiques. En outre, un "sauvetage" des actionnaires des banques relèverait d'un transfert des populations salariées vers les ménages les plus aisés à travers monde, ces derniers étant représentés de manière disproportionnée dans l'actionnariat des institutions financières. Les organisations syndicales internationales réitérent leur appel à la nationalisation des banques en difficulté comme meilleur moyen pour rétablir la confiance, garantir un partage équitable des risques et l'accès des contribuables aux plus-values une fois la solvabilité restaurée.

Réformer le système financier

Les gouvernements doivent également remédier au déficit démocratique qui a caractérisé les efforts déployés jusqu'à maintenant dans la conception de l'architecture financière postérieure à la crise. Ils ne doivent pas laisser le chantier aux experts du Conseil de stabilité financière³⁸ (CSF) — ceux-là même qui ont conçu le système actuel avec les conséquences désastreuses que l'on sait. En outre, jusqu'à présent le CSF n'a pas été en mesure d'assurer un dialogue avec les syndicats, la société civile, et les autres parties prenantes, dont les Nations Unies et l'OIT. Le Forum n'a pas la gouvernance interne, ni l'expertise ni les ressources qui lui permettraient d'engager un tel dialogue à l'avenir.

La crise actuelle démontre les limites de la "supervision déléguée", dont la logique consiste à ne surveiller qu'une fraction du système financier (par exemple les banques commerciales). Un certain nombre d'initiatives engagées après le 15 septembre 2008 reconnaissent d'ailleurs la nécessité de contrer cette démarche du moins disant réglementaire qui a prévalu par le passé³⁹. L'heure est à la réglementation pour garantir une surveillance et un contrôle publics de toutes les institutions, transactions et produits financiers. Nous proposons un plan d'action en huit points:

Le plan d'action des organisations syndicales internationales en huit points pour la réforme des marchés financiers

- 1.** Etouffer "la finance de l'ombre" (ex. fonds de capitaux privés et produits structurés);
 - 2.** Mettre fin aux paradis fiscaux et réglementaires, créer de nouveaux mécanismes de taxation internationale;
 - 3.** Garentir aux pays en développement un accès équitable et soutenable à la finance internationale;
 - 4.** Reformuler le modèle bancaire privé pour empêcher la création de bulle spéculative et réduire les risques liés à l'effet de levier;
 - 5.** Contrôler la rémunération des dirigeants, des actionnaires et des autres intermédiaires financiers;
 - 6.** Protéger les ménages des prêts usuriers;
 - 7.** Consolider et renforcer la responsabilité publique, le mandat et les ressources des autorités de surveillance;
 - 8.** Restructurer et diversifier le secteur bancaire.
- S**ource: Déclaration syndicale internationale de Londres, Avril 2009 www.tuac.org/en/public/e-docs/00/00/04/58/document_doc.shtml

i) Etouffer "la finance de l'ombre". Les gouvernements doivent garantir une couverture réglementaire totale de toutes les institutions, transactions et produits. En particulier, les fonds de capitaux privés (hedge funds et fonds private equity) ne doivent plus être exemptés des réglementations s'appliquant à d'autres gestionnaires d'actifs et qui portent sur la responsabilité vis-à-vis des investisseurs, la transparence et, le cas échéant, la responsabilité d'employeur. Toute forme de transaction hors-bilan liée au crédit doit être interdite. Les produits financiers de transfert du risque crédit (credit default swap, obligations adossées à des créances) et autres "produits structurés" opaques qui sont titrisés sur les marchés doivent être rapatriés dans le périmètre de surveillance des autorités publiques. Par principe, toute transaction doit être liée à la propriété réelle de l'actif sous-jacent. Les agences de notation du crédit doivent être réglementées afin d'éviter les conflits d'intérêts dans la valorisation des produits et des institutions.

ii) Mettre fin aux paradis fiscaux et réglementaires et créer de nouveaux mécanismes de taxation internationale. Le système fiscal international doit servir à renforcer et non affaiblir la responsabilité et la stabilité financière. La décision du G20 de s'attaquer à l'évasion fiscale en renforçant la coopération internationale relative aux paradis fiscaux constitue une avancée certaine. Néanmoins il nous faut aller beaucoup plus loin. La démarche de l'OCDE concernant l'échange d'informations est trop limitée dans la mesure où elle repose sur des requêtes spécifiques et non sur l'échange automatique. De plus, la crise financière a révélé l'ampleur de "l'arbitrage fiscal" qui a profité au développement de la finance de l'ombre: produits structurés non régulés, hedge funds, titrisation de la dette et transactions hors-bilan. Les règles fiscales qui favorisent le financement par la dette et les pratiques d'arbitrage fiscal ont permis de réduire artificiellement le coût de financement de certaines formes d'investissement, tel que le LBO, qui en tout autre circonstance ne serait tout simplement pas viable.

iii) Garantir aux pays en développement un accès équitable et soutenable à la finance internationale. Les pays en développement doivent pouvoir accéder à des conditions de prêts qui soient à la mesure de leurs capacités et de leurs besoins. Les initiatives allant dans ce sens comprennent la réactivation des droits de tirage spéciaux du FMI, l'accélération de la coopération monétaire régionale et la réorientation des flux de capitaux des pays à compte courant excédentaire, dont leurs fonds souverains, vers des objectifs de développement.

iv) Réformer le modèle bancaire privé pour empêcher la création de bulle spéculative et réduire les risques liés à l'effet de levier. Les règles d'adéquation des fonds propres – ce que les banques doivent mettre de côté en garantie de leurs opérations de prêts – doivent être plus sensibles à la croissance des actifs financiers des banques et au niveau de risque encouru par ces actifs. Elles auraient ainsi pour effet de décourager les banques de s'exposer à des risques excessifs. Cela contribuerait aussi à orienter l'allocation du capital vers des objectifs socialement favorables et à faciliter le contrôle de l'inflation des prix des actifs par les banques centrales.

v) Contrôler la rémunération des dirigeants, des actionnaires et des autres intermédiaires financiers. Les systèmes de rémunération doivent être réglementés pour qu'ils reflètent et encouragent la performance économique, sociale et environnementale à long terme et pour qu'ils permettent aux entreprises de réinvestir les profits dans l'investissement productif. La rémunération des dirigeants et des traders doit être plafonnée et être cohérente avec celle des salariés et de leur régime de retraite et, dans le cas des services financiers, des pratiques responsables en matière de vente et de prêt. L'exercice de droits à des primes ou à d'autres incitations financières en dessous d'une période de cinq ans doit être interdit. Les actionnaires ne doivent pas avoir la liberté de piller la richesse des entreprises durant les périodes de croissance au travers de dividendes et de programmes de rachat d'actions, pour les laisser sous capitalisées lors de retournement de conjoncture. Les fonds private equity en particulier ont mis des millions d'emplois en danger en raison de l'insoutenable financière de leur modèle de prise de contrôle LBO.

vi) Protéger les ménages des prêts usuriers. Les gouvernements doivent agir pour accroître la sécurité des prêts pour les ménages en renforçant la transparence des contrats financiers (prêt immobilier, carte de crédit, assurance), l'accès à un recours efficace contre les pratiques abusives, la proximité des services (par le biais de politiques territoriales) et l'accessibilité en termes de prix (plafonnement des taux d'intérêt et des commissions). La rémunération et les primes d'encouragement des banques et autres organismes de crédit doivent être conçus de manière à assurer des pratiques de vente et de prêt responsables qui servent les intérêts des clients.

vii) Consolider et renforcer la responsabilité publique, le mandat et les ressources des autorités de surveillance. Les gouvernements doivent mettre fin à la fragmentation de la réglementation financière qui aujourd'hui est divisée par métier et par juridiction nationale. Il faut procéder à une consolidation supranationale là où cela s'avère nécessaire, notamment en Europe. Les autorités de contrôle doivent pouvoir disposer de pouvoirs

La flexibilisation du marché du travail qui a eu lieu dans la plupart des économies au cours des 25 dernières années accroît le risque que cette crise ne tourne à la déflation salariale en raison des coupes dans le pouvoir d'achat et l'augmentation de l'insécurité.

d'exécution suffisants et de ressources à la hauteur de leur mission. La voix des syndicats doit être entendue dans leur gouvernance. Par ailleurs, le cadre de surveillance, dont les "collèges de surveillance", doit comporter des accords de coopération entre les autorités de contrôle, les syndicats et autres institutions représentatives des salariés du secteur financier: Notamment les comités d'entreprise et les accords cadre internationaux contractés entre les fédérations syndicales internationales et les entreprises multinationales.

viii) Restructurer et diversifier le secteur bancaire. La diversité des formes d'organisation et des statuts juridiques est nécessaire à la fiabilité et à l'équilibre d'un secteur financier au service de l'économie réelle et des besoins des ménages salariés. Les gouvernements doivent encourager les systèmes différents de la banque et l'assurance privée tels que les caisses d'épargne, les banques coopératives, les mutuelles et autres services financiers solidaires ou publics. Ils doivent aussi agir pour prévenir la constitution de nouveaux conglomérats qui sont "trop gros pour faire faillite" ou qui cumulent différents métiers: banque, assurance, banque d'investissement, etc. Toute restructuration du secteur bancaire doit être menée avec les normes les plus élevées de dialogue social; toute conséquence sur l'emploi doit être atténuée.

Protéger la retraite des salariés

La crise met en évidence le danger de placer sans restriction aucune l'argent de la retraite des salariés dans la "finance de l'ombre" et des mesures doivent donc être prises pour protéger les travailleuses et travailleurs couverts par des systèmes de pension préfinancés. Les fonds de pension de la zone OCDE ont perdu USD 3,3 Mds en valeur de leurs actifs, soit 20% en termes réels en 2008 en raison de la chute des valeurs boursières, des hedge funds et des produits structurés. L'impact immédiat de la crise se fera surtout sentir par ceux approchant de l'âge de la retraite et dont le régime est à contribution définie, la pension obtenue étant entièrement dépendante de la performance du fonds. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour garantir des retraites adéquates aux salariés sous régime par capitalisation, notamment en s'assurant que les employeurs assument leur part du risque des retraites et de leur financement, en renforçant les systèmes de garantie publique et en resserrant la réglementation de la politique d'investissement des fonds de pension.

Point 3: Stopper la déflation salariale et combattre la crise de la justice distributive

La flexibilisation du marché du travail qui a eu lieu dans la plupart des économies au cours des 25 dernières années accroît le risque que cette crise ne tourne à la déflation salariale en raison des coupes dans le pouvoir d'achat et l'augmentation de l'insécurité. Les gouvernements ne doivent pas répéter les erreurs des années 1930 et laisser cours aux compressions salariales compétitives. Au lieu de poursuivre des politiques qui visent à affaiblir la protection des salariés et accroît la précarité, ils doivent garantir des seuils de rémunération sur le marché du travail pour empêcher la spirale de la déflation des prix et des revenus. Ils doivent agir pour protéger les droits fondamentaux des travailleurs et l'extension des conventions collectives et encourager la

Les réglementations de base, comme le salaire minimum, le temps de travail, les indemnités de chômage et la restriction à l'utilisation des contrats à court terme, sont essentielles à la protection des travailleurs contre les abus.

reconstruction des institutions facilitant la redistribution plus juste des revenus et de la richesse. Les salaires minimums doivent fixer un montant suffisant permettant au salarié et à ses proches de vivre décemment et ainsi d'empêcher l'accroissement des travailleurs pauvres. Les femmes constituent la majorité de ceux qui travaillent dans la précarité. L'égalité des sexes et l'élimination des discriminations des femmes au travail doivent devenir une priorité de l'agenda politique national et international.

Avant la crise, les inégalités de revenus s'étaient creusées tant à l'intérieur des pays qu'entre ces derniers. La croissance des salaires a décroché par rapport à celle de la productivité dans les deux tiers des pays les plus riches de l'OCDE⁴⁰, et la part des salaires dans le revenu national a diminué dans tous les pays pour lesquels on dispose de données. Pour contrecarrer ces inégalités croissantes, nous avons besoin d'un nouveau régime de croissance qui soit écologiquement viable et qui assure une croissance équilibrée des salaires réels en rapport avec les accroissements de productivité. Un régime fiscal équitable est aussi nécessaire pour combattre les inégalités en déplaçant la charge fiscale du travail vers le capital.

Dans la plupart des pays en développement, les institutions du marché du travail sont encore plus fragiles que dans les pays industrialisés et une grande partie de la main d'œuvre est écartée dans l'économie informelle où les travailleurs ne bénéficient d'aucun droit quel qu'il soit. Les réglementations de base, comme le salaire minimum, le temps de travail, les indemnités de chômage et la restriction à l'utilisation des contrats à court terme, sont essentielles à la protection des travailleurs contre les abus, à l'instar des droits fondamentaux leur permettant de s'organiser et de négocier collectivement pour améliorer leur rémunération et leurs conditions de travail. Les IFI ne doivent pas encourager la poursuite de la déréglementation du marché du travail dans les pays en développement durant la crise actuelle, car cela ne ferait qu'empirer la situation des salariés qui n'ont aucun système de soutien au revenu pour les aider. Les IFI doivent coopérer avec l'OIT dans ses initiatives pour la création d'emplois sécurisés munis de salaire, de protection sociale et de droits adéquats.

A plus long terme, il faut recréer les structures tripartites pour les consultations économiques et sociales et l'élaboration des politiques qui ont servi de tremplin aux 30 années de forte croissance économique d'amélioration des niveaux de vie de la période d'après-guerre. Faire participer les représentants de la population active aux décisions qui déterminent la croissance de l'emploi et de l'économie est non seulement conforme aux principes démocratiques mais se justifie d'un point de vue économique. Le modèle néo-libéral nous condamne à répéter les erreurs des années 1920 et 1990 et à maintenir les niveaux vertigineux d'inégalités qui ont entraîné l'instabilité financière et finalement, le krach boursier.

Point 4: Jeter les bases d'un accord international pour atténuer le changement climatique

Les leaders mondiaux et les gouvernements doivent veiller à ce que les mesures urgentes à prendre pour s'attaquer au changement climatique ne soient pas reportées ou dénaturées par la crise actuelle. Bien au contraire, ce

Un tel nouvel accord doit amener les gouvernements à entamer des consultations et planifier et mettre en oeuvre des stratégies de 'transition équitable' pour protéger les plus vulnérables des risques du changement climatique et des conséquences des mesures d'atténuation et d'adaptation.

rapport appelle les gouvernements à utiliser les plans de relance budgétaires en réponse à la crise pour progresser sur la voie de « l'économie verte », préparant ainsi le terrain pour un accord ambitieux sur le climat cette année à Copenhague.

Il est maintenant largement acquis que dans un scénario de statu quo, les coûts globaux du changement climatique équivaldront à une perte d'au moins 5 % de la production mondiale par an, aujourd'hui et indéfiniment. Si l'on tient compte d'un ensemble plus large de risques et d'impacts, les effets nets des préjudices pourraient dépasser 20%. À l'inverse, la réduction des émissions de gaz à effet de serre de manière à en éviter les effets les plus dommageables, à savoir 85% par an d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 1990, et 25 à 40% d'ici 2020 dans les pays de l'Annexe I, pourrait limiter les coûts à 1% de la production mondiale par an. De ce fait, l'adoption de mesures de lutte contre le changement climatique influencerait positivement sur l'activité économique et l'emploi, tandis que la passivité aurait des conséquences catastrophiques pour les emplois durables, la société et l'économie mondiale. Les gouvernements doivent prendre des engagements pour réduire les émissions afin d'atteindre ces objectifs sur la base du principe de responsabilités communes, mais différenciées, et en fonction du développement économique et social de chaque pays.

Nous devons envoyer un message fort sur la nécessité d'obtenir un accord à Copenhague. Un tel accord doit contenir des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays développés, ainsi que des mesures visant à atteindre des réductions similaires ou des progressions sous contrôle permettant aux pays en développement de s'engager sur la voie d'une croissance à faible émission de gaz.

Les gouvernements doivent reconnaître que la conclusion d'un tel accord sur le changement climatique requiert un large consensus politique et durable sur les objectifs à atteindre. L'accord doit démontrer que les gouvernements signataires ont pris la mesure de l'impact économique et social lors de sa mise en oeuvre en précisant une stratégie spécifique, qui à ce jour fait défaut. En outre, un tel nouvel accord doit amener les gouvernements à entamer des consultations et planifier et mettre en oeuvre des stratégies de 'transition équitable' pour protéger les plus vulnérables des risques du changement climatique et des conséquences des mesures d'atténuation et d'adaptation. Elles doivent comporter, entre autres, la consultation des syndicats, des entreprises et de la société civile, des programmes de formation professionnelle, la diversification économique et les politiques de protection sociale.

Les pays développés doivent mettre à disposition des pays les plus pauvres des aides financières et non-financières pour relever les défis du changement climatique, notamment à travers de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CNUCC).

Nous demandons, par conséquent, au monde de faire preuve de leadership et d'ambition et;

- d'effectuer des investissements à grande échelle nécessitant une main d'œuvre importante dans les infrastructures vertes telles que l'efficacité

L'adoption historique par les gouvernements, les syndicats et les employeurs représentés à la Conférence internationale du travail d'un Pacte mondial pour l'emploi fournit un cadre à la fois réaliste et praticable pour la relance et la réforme de l'économie.

énergétique, les énergies renouvelables et les transports publics;

- d'élaborer des programmes de formation et de développement des compétences pour permettre aux travailleurs d'accéder à des "emplois verts" de qualité; Ceux-ci doivent cibler en particulier les communautés vulnérables, telles que celles touchées par la crise économique actuelle;
- de s'engager dans des objectifs ambitieux de réduction des émissions des gaz à effet de serre à court et moyen terme;
- de promouvoir au niveau international et national une "transition juste" vers une économie à faible émission de gaz carbonique et socialement équitable et de soutenir le texte de juin 2009 de la CCNUCC en vue de la COP15 à Copenhague;
- de reconnaître le rôle des syndicats dans l'obtention d'un consensus et de conditions favorables à la transition d'envergure qui doit avoir lieu.

Point 5: Une gouvernance économique mondiale efficace et responsable

En 1944, les principaux pays du monde se sont rassemblés à Bretton Woods pour définir de nouveaux accords financiers mondiaux en faveur du redressement économique. Aujourd'hui, il nous faut être plus ambitieux encore, car le changement doit aller au-delà de la réglementation financière. La crise a révélé les failles dans la gouvernance économique mondiale. Certes il n'y pas de solution unique à la gouvernance mondiale, mais au moins les gouvernements peuvent-ils identifier les mesures nécessaires à la cohérence globale entre sujets si divers que l'environnement, la finance, l'aide au développement, les migrations, le travail, la santé et l'énergie. Il coule de source que la gouvernance nationale à elle seule ne suffira pas, et qu'une nouvelle architecture institutionnelle s'impose au niveau mondial dans le cadre d'un accord global. Si l'agenda des négociations commerciales doit progresser, un pilier social bien plus solide est nécessaire pour anticiper et amortir les pressions sur l'emploi générées par une concurrence accrue. Le processus du G20 présente certains aspects utiles à cet égard mais reste fortement orienté vers les questions financières. L'économie réelle, le travail décent et la réduction de la pauvreté n'occupent qu'une place secondaire dans ses discussions. En outre, les pays représentant pratiquement la moitié de la population mondiale ne sont pas représentés à la table des négociations et ne disposent d'aucun moyen d'influer sur ses travaux. En effet, il convient de promouvoir les conclusions de la conférence des Nations Unies à haut niveau sur la crise financière et économique mondiale et de son impact sur le développement, afin qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle dans les nouvelles structures de gouvernance et de surveillance des organisations internationales.

L'adoption historique par les gouvernements, les syndicats et les employeurs représentés à la Conférence internationale du travail d'un Pacte mondial pour l'emploi fournit un cadre à la fois réaliste et praticable pour la relance et la réforme de l'économie. Le Pacte de l'OIT place l'emploi et le revenu au cœur des efforts de relance économique et établit des critères de référence essentiels

Les syndicats sont prêts à entamer un dialogue constructif et appellent les gouvernements à les inviter à la table des négociations. Les syndicats doivent faire partie intégrante de nouvelles instances consultatives et de gouvernance, à l'instar de ce qui se pratique à l'OCDE.

pour une nouvelle économie mondiale. L'emploi, les droits des travailleurs, la protection sociale, l'accès à des services publics de qualité et la durabilité doivent figurer au cœur des décisions politiques mondiales, marquant ainsi une rupture nette avec l'approche avortée du radicalisme de libre marché à l'origine de la crise.

Le Pacte mondial pour l'emploi procure un ensemble de recommandations aux gouvernements et aux employeurs en vue du maintien et de la création de l'emploi et la reconnaissance de l'importance des « emplois verts », à la fois pour la reprise économique et la lutte contre le changement climatique. Le Pacte met en exergue le rôle crucial des négociations tripartites entre gouvernements, syndicats et employeurs, ainsi que l'importance du dialogue social et de la négociation collective et la nécessité d'éviter des spirales de déflation salariale et la dégradation des conditions de travail. Par ailleurs, l'accent est aussi mis sur l'importance des programmes publics de création d'emploi comme, notamment, les programmes de développement des infrastructures et les aides à la formation et au développement des compétences pour les sans emploi. L'importance d'une gouvernance mondiale efficace et cohérente suscite une attention toute particulière aux termes du Pacte, qui demande qu'à l'avenir, le secteur financier réponde aux besoins de l'économie réelle, de manière à soutenir le travail décent. En particulier, les gouvernements des pays en développement requièrent un espace politique leur permettant d'investir dans leur avenir plutôt que d'être acculés à des politiques fiscales « procycliques » qui entraînent, dans la plupart des cas, des réductions drastiques de l'emploi et des revenus.

D'autre part, le Sommet du G20 à Londres a soutenu la préparation des principes d'une Charte Globale pour une activité économique soutenable, qui consistera en un ensemble de principes généraux afférents à la politique économique, financière, sociale, environnementale et de développement, où l'accent serait mis sur l'imputabilité et la responsabilité collective en tant que fondement essentiel de l'activité économique. Dans ce contexte, les normes du travail et sociales fournissent l'un des éléments-clefs des principes globaux nécessaires pour prévenir une récurrence de l'actuelle crise. Il est absolument essentiel que les éléments de travail décent afférents à l'emploi, aux normes du travail, à la protection sociale et au dialogue social bénéficient d'un soutien résolu de la part de notre gouvernement dans le contexte des discussions du G20 concernant la Charte.

De toute évidence, les gouvernements doivent entamer ce travail, à condition toutefois qu'il ne soit pas laissé au bon vouloir des banquiers et des fonctionnaires des ministères des finances dans des réunions à huis clos. Les syndicats sont prêts à entamer un dialogue constructif et appellent les gouvernements à les inviter à la table des négociations. Les syndicats doivent faire partie intégrante de nouvelles instances consultatives et de gouvernance, à l'instar de ce qui se pratique à l'OCDE. Dans la suite du mandat délivré par la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée par la Conférence internationale du travail en juin 2008 et le Pacte mondial pour l'emploi, l'OIT doit être au centre d'une nouvelle architecture multilatérale qui puisse répondre à la crise actuelle de la mondialisation par les marchés en

plaçant l'emploi, les priorités sociales et la promotion du travail décent au cœur des processus de décision.

Le mouvement syndical international présente ses demandes au FMI et à la Banque mondiale, à Washington, janvier 2009

Une délégation internationale composée de 80 représentants syndicaux de haut niveau s'est réunie avec le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn et le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, ainsi que des membres des conseils d'administration et autres dirigeants de ces deux institutions, en janvier 2009, pour faire pression en faveur de l'adoption de nouvelles mesures urgentes contre la récession et d'une réglementation mondiale efficace garantissant la stabilité économique mondiale future. La délégation, qui avait à sa tête Sharan Burrow et Guy Ryder, respectivement présidente et secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI), incluait des dirigeants et des experts en économie provenant de confédérations syndicales nationales, de Fédérations syndicales internationales et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-OCDE).

Parmi les questions abordées lors de la rencontre figuraient notamment les politiques de stimulation fiscale, les prêts d'urgence et les conditions attachées à ces derniers. La CSI s'est déclarée particulièrement préoccupée par certaines des conditions renfermées dans un accord de prêt qui vient d'être conclu entre le FMI et le gouvernement autocratique de la Biélorussie. En contrepartie d'un prêt d'urgence d'une valeur de 2,46 milliards de dollars, le gouvernement biélorusse, que l'Organisation internationale du travail a condamné pour des violations des droits fondamentaux des travailleurs, s'est engagé à appliquer des restrictions salariales dans l'ensemble de son vaste secteur public national, à augmenter les prix des services publics et à poursuivre la privatisation. Il est également demandé à la Biélorussie de procéder à une réforme de son filet de sécurité social en veillant à concentrer l'aide sur les « groupes les plus vulnérables », ce qui risque de se traduire par un affaiblissement de la protection sociale pour un grand nombre de travailleuses et travailleurs qui éprouvent de plus en plus de difficulté à s'exprimer librement et à se défendre contre la répression antisyndicale menée par le régime Lukashenko.

A l'issue de réunions avec une délégation syndicale internationale de 80 membres, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick et le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn ont pris des engagements en vue du renforcement des programmes sociaux à l'intention des travailleuses et travailleurs affectés par la crise économique et de l'intensification des mesures à l'appui des normes fondamentales du travail. Lors de leurs échanges avec la délégation syndicale, M. Strauss-Kahn et des hauts responsables du Fonds monétaire international ont affirmé que le FMI n'avait pas auguré l'ampleur de l'actuelle crise et qu'ils étaient conscients de l'expérience et des compétences du mouvement syndical, qui a lancé, depuis plusieurs années déjà, des mises en garde concernant les dangers inhérents aux instruments financiers exotiques et la déréglementation pour l'économie mondiale.

Les syndicats au Sommet du G20 à Londres, avril 2009

Des dirigeants syndicaux du monde entier se sont donné rendez-vous à Londres, en avril 2009, pour plaider leur cause lors du Sommet du G20 sur la crise économique mondiale. Les réunions avec le premier ministre britannique, Gordon Brown, qui accueillait le sommet, et le premier ministre australien, Kevin Rudd, sont venues boucler une série d'une dizaine d'entretiens similaires coordonnés par les dirigeants syndicaux depuis leurs pays respectifs avec des chefs d'état et de gouvernement. Des discussions ont aussi eu lieu à la veille du Sommet avec le président français, Nicolas Sarkozy, le premier ministre espagnol, José Luis Zapatero et le ministre des Finances allemand, Peer Steinbrueck.

Pendant ce temps, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont bravé le temps froid et humide de Londres pour participer à une vaste manifestation de la société civile au cours de laquelle la présidente de la CSI, Sharan Burrow, a prononcé un discours. L'événement était organisé en coopération avec le TUC britannique, qui a été responsable de la coordination de la série de réunions à Londres avec la CSI et la CSC-OCDE.

Les pressions syndicales ont eu une incidence. Par rapport au Sommet du G20 de novembre 2008 et aux versions précédentes du communiqué du G20, les questions de l'emploi et les questions sociales sont davantage présentes dans le communiqué du Sommet du G20 de Londres. Invitée à évaluer les actions prises par le G20 concernant l'emploi, l'OIT participera au suivi du Sommet. Le Sommet a également été l'occasion d'une nouvelle discussion concernant une "charte", proposée par la chancelière Angela Merkel et d'autres pour atteindre un nouveau consensus mondial sur les valeurs fondamentales et les principes d'une gouvernance économique durable.

Conseil des Global Unions – œuvrer pour la reprise

Des stratégies syndicales alternatives pour l'économie mondiale, visant à redonner du travail aux personnes et à élaborer un plan de relance fondé sur des valeurs humanitaires, sont exposées dans une publication du Conseil des Global Unions parue en mai 2009. Le groupement Global Unions soutient que la crise économique requiert un réexamen des composantes du moteur de l'économie et de la politique mondiales et met en exergue l'impact dévastateur de la déréglementation financière sur les emplois.

Le rapport énonce plusieurs domaines de coopération du groupement Global Unions, où le mouvement syndical international unit ses forces politiques et industrielles à une période de crise dans plusieurs domaines, notamment le contrôle démocratique de l'économie; l'engagement en faveur de services publics et d'une éducation de qualité; la lutte contre les inégalités de revenus qui se creusent dans l'économie mondiale et le besoin essentiel de construction d'une nouvelle architecture financière.

En deux mots, les articles de la publication du groupement Global Unions « Remettre le monde en marche – stratégies syndicales mondiales pour la reprise » présentent la demande du mouvement syndical d'un changement de cap et d'une rupture avec la cupidité, l'intérêt personnel et les inégalités du passé, insistant pour que les gouvernements donnent priorité aux personnes dans le changement.

L'intensification de la crise mondiale de l'emploi, les déséquilibres liés aux institutions économiques et sociales et les marchés financiers exempts de régulations représentent une menace pour la réalisation de l'objectif du travail décent pour tous et d'une société plus équitable au plan social. A l'heure où certaines sources prévoient une faible reprise en 2010, il est impératif de ne pas perdre de vue que l'actuelle période de chômage contraste nettement avec tout ce que le monde du travail a pu connaître par le passé. La Grande Dépression était essentiellement centrée sur les Etats-Unis, alors que l'actuelle crise économique affecte les travailleurs, les budgets et les déficits gouvernementaux et les entreprises à niveau mondial. La prochaine étape consistera à s'assurer qu'une attention accrue est accordée au maintien et à la création de l'emploi, de même qu'à la fourniture d'une protection sociale adéquate. Nous ne pouvons tout simplement pas permettre que les inégalités et la pauvreté continuent de s'accroître, que ce soit à l'intérieur des nations ou entre elles, comme ça a été le cas au cours des deux dernières décennies. "Les gens d'abord" n'est pas seulement un slogan – c'est une demande émanant des travailleurs (femmes et hommes, jeunes et âgés, familles et enfants de notre nouvelle génération) et s'adressant aux dirigeants mondiaux, qui dit haut et clair que les inégalités ne sont plus tolérables, que ce soit sur les marchés financiers, les marchés alimentaires ou les marchés du logement.

Les syndicats au Sommet du G20 à Pittsburgh, septembre 2009

Le troisième Sommet du G20 sur la crise économique et financière se tiendra à Pittsburgh, Pennsylvanie du 24 au 25 septembre 2009. En conséquence, des dispositions ont été prises par la CSI, la CSC-OCDE et le groupement Global Unions, en collaboration avec la centrale syndicale étasunienne AFL-CIO, en vue de l'assistance d'une délégation nombreuse de dirigeants syndicaux des pays du G20 à une réunion avec les chefs d'État et de gouvernement présents à la 3e réunion du G20, pour discuter de la situation économique mondiale.

Les objectifs syndicaux annoncés pour Pittsburgh incluent le suivi du volet emploi, du volet social et des discussions sur le rôle du Pacte mondial pour l'emploi; la Charte mondiale pour une activité économique soutenable; le changement climatique et le New Deal Vert; la mise en œuvre et l'approfondissement des accords du Sommet de Londres afférents à la régulation financière; les programmes de prêt actuels du FMI et les contradictions avec les promesses faites lors du Sommet de Londres concernant le financement de dépenses contre-cycliques dans les pays en développement.

Au-delà des réponses immédiates à la crise, une fois le redressement de nos économies entamé, les syndicats lutteront d'arrache-pied pour éviter un retour au statu quo. Plutôt que de planifier des "stratégies de sortie" qui seront encore plus brutales que celles qui nous ont apporté la crise, c'est bien un nouveau modèle de développement économique dont nous avons tous besoin, un modèle qui conjugue efficacité économique, équité sociale et durabilité

La prochaine étape consistera à s'assurer qu'une attention accrue est accordée au maintien et à la création de l'emploi, de même qu'à la fourniture d'une protection sociale adéquate. Nous ne pouvons tout simplement pas permettre que les inégalités et la pauvreté continuent de s'accroître, que ce soit à l'intérieur des nations ou entre elles, comme ça a été le cas au cours des deux dernières décennies.

environnementale. Il nous faut un modèle pour une économie équilibrée entre la finance et l'économie réelle, entre les droits du travail et le capital, entre les pays en surplus commercial et ceux en déficit, et entre pays industrialisés et en développement. Surtout, il nous faut mettre fin aux politiques qui ont produit des inégalités records entre les nations et au sein des sociétés au cours des deux dernières décennies. Cela nécessite un revirement stratégique dans l'élaboration des politiques pour que l'intérêt des populations prime sur toute autre considération.



Notes

1. FMI: Perspectives de l'économie mondiale – Mise à jour, juillet 2009
2. Stiglitz: Capitalist Fools (janvier 2009); Rudd: The Global Financial Crisis (février 2009)
3. CSC-OCDE (2007): Towards Fair Globalisation, Déclaration du mouvement syndical au Sommet du G8, à Heiligendamn, 6-8 juin 2007
4. CSC-OCDE (2003): Déclaration du mouvement syndical au Sommet économique d'Evian du G8 et au Conseil des ministres de l'OCDE, avril-juin 2003
5. Institut international d'études sociales (2008): Rapport sur le travail dans le monde – Les inégalités de revenu à l'heure de la mondialisation financière, OIT, Genève
6. OIT: The Cost of Coercion, 2009
7. FMI: World Economic Outlook Update, juillet 2009
8. OIT: Tendances mondiales de l'emploi, mai 2009 – Mise à jour
9. Stiglitz (mai 2009): The Spring of the Zombies, Project Syndicate
10. Conseil économique et social de l'ONU: La crise financière mondiale: son impact, les mesures à prendre et la voie à suivre, juin 2009
11. AFL-CIO: U.S. Unemployment Rate now 9.4 Percent par Tula Connell, 8 juin 2009
12. OIT (juin, 2009): L'économie mondiale en crise Labour market impacts and policies for recovery in Asia, Asia-Pacific working paper series
13. http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Feature_stories/lang--en/WCMS_108090/index.htm
14. OIT (juin, 2009) The global economic crisis: Labour market impacts and policies for recovery in Asia, Asia-Pacific working paper series
15. OIT (juin, 2009) The global economic crisis: Labour market impacts and policies for recovery in Asia, Asia-Pacific working paper series
16. OIT/IIES: A global policy package to address the global crisis, policy brief, 2008
17. CSC-OCDE: Pension security must be central to global recovery and sustainable economic growth, say TUAC's pension experts, 10 juillet 2009
18. Oxfam International: Paying the price for the economic crisis, document de discussion, mars 2009
19. OECD: Frequently Asked Questions – Impact of crisis on employment, http://www.oecd.org/faq/0,3433,en_2649_201185_42061569_1_1_1_1,00.html
20. Oxfam International: Paying the price for the economic crisis, discussion paper, mars 2009
21. OIT/IIES: A global policy package to address the global crisis, policy brief, 2008
22. Banque mondiale 2008
23. Aid Watch & CONCORD: Lighten the Load – in a time of crisis, European aid has never been more important, 2009
24. Banque mondiale: Migration and Development Brief 10, juillet 2009
25. Oxfam International: Paying the price for the economic crisis, document de discussion, mars 2009
26. OIT & IIES: A global policy package to address the global crisis, Policy Brief, 2008
27. Khatiwada (2009): Stimulus Packages to Counter Global Economic Crisis: A review, IIES, OIT
28. Khatiwada (2009): Stimulus Packages to Counter Global Economic Crisis: A review, IIES, OIT
29. <http://congresdutravail.ca/fr/get-real-its-economy-make-it-work-us>

- 30 Rapport FMI, 24 avril 2009: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2009/CAR042409A.htm>
31. CTUWS: Impacts of the Global Financial Crisis on Egyptian Workers, the third report, mai 2009
32. Fiscal Policy for the Crisis, 29 décembre 2008, FMI
33. OIT-IILS (éd.), « The Financial and Economic Crisis: A Decent Work Response », Genève 2009, p. 8.
34. OECD Private Pensions Outlook 2008.
35. Forum de dialogue mondial de l'OIT sur l'incidence de la crise financière sur les travailleurs du secteur de la finance, 24-25 février 2009
36. Gender equality in the labour market: an overview of global trends and developments, CSI, 2009.
37. G20 Finance Ministers' and Central Bank Governors' Communiqué - 14 mars 2009
38. Le "Forum de stabilité financière", mis sur pied en 1999, a été renommé « Conseil de stabilité financière » par le Sommet du G20, à Londres, en avril 2009.
39. Modernising the American Financial Regulatory System, Congressional Oversight Panel (COP), Special Report on Regulatory Reform, January 2009: <http://cop.senate.gov/documents/cop-012909-report-regulatoryreform.pdf>; Principles for a New Financial Architecture, Stiglitz, UN Commission of Experts of the President of the UN General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System, January 2009; <http://www.un.org/ga/president/63/commission/newfinancialarchitecture.pdf>
40. "Croissance et inégalités" OCDE, octobre 2008.

Bibliographie choisie

Aid Watch Rapport: "Alléger le fardeau" (en anglais uniquement) - mai 2009:
Aid Watch & CONCORD: Lighten the Load – in a time of crisis, European aid has never been more important, 2009

Banque mondiale: Social Safety Nets: Lessons from rich and poor countries by Martin Ravallion, Policy Research Working Paper 4763, The World Bank Development Research Group, October 2008

Banque mondiale: Migration and Development Brief 10, Migration and Remittances Team, Development Prospects Group, July 2009

BBC News, The downturn in facts and figures, US sub prime, 21 November 2008

Congressional Oversight Panel (COP): Modernising the American Financial Regulatory System, Special Report on Regulatory Reform, January 2009

Confédération Syndicale Internationale (CSI): Déclaration Syndicale Internationale de Washington, Déclaration syndicale internationale pour le Sommet de crise du G20, Novembre 2008

Confédération Syndicale Internationale (CSI): (In)égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail: synthèse des tendances et évolutions mondiales, mars 2009

Confédération Syndicale Internationale (CSI): Déclaration Syndicale Internationale de Londres, Sommet du G20 de Londres, Avril 2009

Confédération Syndicale Internationale (CSI): Déclaration Syndicale Internationale de Pittsburgh, Sommet du G20 de Pittsburgh, Septembre 2009

La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) : Déclaration syndicale au Sommet du G8 d'Evian, avril-juin 2003

La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) : Face Aux Crises Mondiales : Le Rôle Moteur du G8, Déclaration syndicale au Sommet du G8 de Hokkaido Toyako, Juillet 2008

La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC): Dealing with pension governance, market & political risks in times of crisis, TUAC background paper, July 2009

La Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) : Placer l'emploi et l'équité au Cœur de la Relance : La Mission du G8, Déclaration Syndicale Internationale au Sommet du G8 Italie, Juillet 2009

Conseil des Global Unions : Remettre le Monde en Marche - Stratégies syndicales mondiales pour la reprise, Mai 2009

Fonds Monétaire International (FMI): World Economic Outlook Update, July 2009

Fonds Monétaire International (FMI): IMF Survey Magazine 2008-2009

G20 Finance Ministers' and Central Bank Governors' Communiqué, 14 March 2009

Global Financial Crisis Unions' Watch: trade union statements and reports in the period from July 2008 to September 2009: <http://www.ituc-csi.org/financialcrisis>

Institut International d'Etudes Sociales (IIES): Stimulus Packages to Counter Global Economic Crisis: A review, Discussion paper DP/196/2008 by Sameer Khatiwada, Geneva 2009

Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE): Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, Octobre 2008

Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE): Perspectives De l'OCDE sur les Pensions Privées 2008, février 2009

Organisation Internationale du Travail (OIT) & Institut International d'Etudes Sociales (IIES): A global policy package to address the global crisis, Policy Brief, Geneva, 2008

Organisation Internationale du Travail (OIT) & Institut International d'Etudes Sociales : Rapport sur le travail dans le monde 2008. Les inégalités de revenu à l'heure de la mondialisation financière, Genève 2008

Organisation Internationale du Travail (OIT) & Institut International d'Etudes Sociales (IIES): The Financial and Economic Crisis: A Decent Work Response, Geneva, 2009

Organisation Internationale du Travail (OIT): Rapport I(B) - Rapport du Directeur général: Le coût de la coercition, Geneva, 2009

Organisation Internationale du Travail (OIT) : Rapport sur les tendances mondiales de l'emploi 2009

Organisation Internationale du Travail (OIT): Surmonter la crise: Un pacte mondial pour l'emploi, Juin 2009

Organisation Internationale du Travail (OIT): The global economic crisis:

Labour market impacts and policies for recovery in Asia, Asia-Pacific Working Paper Series by Gyorgy Sziraczki, Phu Huynh and Steven Kapsos, Regional Office for Asia and the Pacific, June 2009

Oxfam International: Paying the price for the economic crisis, Discussion Paper, March 2009

Rudd, Kevin: The Global Financial Crisis, The Monthly Essays, February 2009

Stiglitz, Joseph E.: Capitalist Fools, Vanity Fair, January 2009

Stiglitz, Joseph E.; The Commission of Experts of the President of the UN General Assembly on Reforms of the International Monetary and Financial System: Principles for a New Financial Architecture, January 2009

Stiglitz, Joseph E.: The Spring of the Zombies, Project Syndicate, May 2009

United Nations Economic and Social Council: The global financial crisis – impact, responses and way forward, Economic Commission for Africa, E/ECA/COE/28/6, Egypt, June 2009

Editeur responsable:

Guy Ryder, Secrétaire général

CSI

5 Bd du Roi Albert II, Bte 1, 1210-Bruxelles, Belgique

Tel: +32 2 2240211, Fax: +32 2 201 5815

E-Mail: press@ituc-csi.org • Site Web: <http://www.ituc-csi.org>

Rédaction: **Helle Dangaard Nielsen**

Mise en page: **Vicente Cepeda**